

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1208

9 juin 2010

SOMMAIRE

A + ARCHITECTURE Marc RIES S.à r.l.	Cosilux	57939	57939
.....	COSMOGROUP Europe S.A.	57942	57942
Abervale S.A.	Crédit Suisse Courtage S.A.	57940	57940
.....	Dandyman Properties S.A.	57938	57938
Agopia S.à r.l.	Dawn Finance Sàrl	57939	57939
.....	Doba S.A.	57978	57978
Allianz ROSNO Investment Strategies	Ecobuild s.à r.l.	57941	57941
.....	Eden Management	57938	57938
Alpa S.A.	Edison Investissements SPF S.A.	57978	57978
.....	European Hotel Venture S.C.A.	57977	57977
Ancibel S.à r.l.	Financière de la Touche SPF S.A.	57978	57978
.....	Form & Design S.à r.l.	57977	57977
APCOA Finance Lux S.à r.l.	G.C.E. S.A.	57938	57938
.....	GI-Gasification International (Luxem-	57942	57942
Applegreen S.à r.l.	bourg) S.A.	57938	57938
.....	GWM Renewable Energy S.A.	57938	57938
Arastro S.à r.l.	Hangzhou Development Company S.A.	57980	57980
.....	57980	57980
Arcturus S.A.	HERMITAGE International	57942	57942
.....	ICAP 2005 LuxCo S.à r.l.	57977	57977
Arcturus S.A.	Im Bruch Promotions S. à r.l.	57980	57980
.....	Kainvest S.A.	57977	57977
Arcturus S.A.	LAI SICAV-SIF S.A.	57976	57976
.....	Latin American Division S.A.	57943	57943
Arcturus S.A.	Laxis Invest S.A.	57984	57984
.....	Quarter Holding S.A.	57942	57942
AXA Alternative Participations Sicav I	Silbiotec Uno S.A.	57938	57938
.....	Silverfleet First Investment Company S.à	57979	57979
AXA Alternative Participations Sicav II	r.l.	57979	57979
.....	SPP Real Estate S.A.	57940	57940
Axis Investments S.A.	Stardust Luxembourg S.A.	57940	57940
.....	Stefan Altmeyer GmbH	57984	57984
BAEK SICAV FIS			
.....			
Bimbo Hungria Zrt. Luxembourg Branch			
.....			
Brock Enterprises S. à r.l.			
.....			
Brotadura Zrt. Luxembourg Branch			
.....			
Burglux S.A. Holding			
.....			
Carlogy S.à r.l.			
.....			
Carson Holding S.A.			
.....			
C.I.G.S. Trading s.à r.l.			
.....			
C.I.G.S. Trading s.à r.l.			
.....			
Compagnie de Réassurance Akzo Nobel			
S.A.			
.....			
Compulease Real Estate SA			
.....			
Compulease Real Estate SA			
.....			

GWM Renewable Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 149.597.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 avril 2010.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Jean SECKLER
Notaire

Référence de publication: 2010060217/14.

(100060518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

G.C.E. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1853 Luxembourg, 32/2, rue Léon Kauffman.
R.C.S. Luxembourg B 124.514.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 30 avril 2010.

Référence de publication: 2010060219/10.

(100060208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Eden Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3861 Schifflange, 106, rue de Noertzange.
R.C.S. Luxembourg B 124.126.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2010.

Référence de publication: 2010060225/10.

(100059874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Silbiotec Uno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 83.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 avril 2010.

Référence de publication: 2010060253/10.

(100059944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Dandyman Properties S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1747 Luxembourg, 40, Op der Heed.
R.C.S. Luxembourg B 105.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060249/10.

(100059043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Carson Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 147.048.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 avril 2010.

Jean-Joseph WAGNER

Notaire

Référence de publication: 2010060243/12.

(100060375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Allianz ROSNO Investment Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 114.617.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12.04.2010.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Markus Biehl / Oliver Eis

Référence de publication: 2010060244/12.

(100059585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

A + ARCHITECTURE Marc RIES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9232 Diekirch, 48, Am Floss.

R.C.S. Luxembourg B 103.069.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060246/10.

(100059460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Dawn Finance Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 130.414.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060251/10.

(100059052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Cosilux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3330 Crauthem, 35, rue Emile Barthel.

R.C.S. Luxembourg B 137.274.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060257/10.

(100059145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Stardust Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 142.807.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2010060252/11.

(100060387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Crédit Suisse Courtage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 83.136.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Reginald Neumann, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 juillet 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°62 du 11 janvier 2002.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE COURTAGE S.A.

Signature

Référence de publication: 2010060254/13.

(100059816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Compulease Real Estate SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9709 Clervaux, 7, route de Marnach.

R.C.S. Luxembourg B 70.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060260/10.

(100059464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Compulease Real Estate SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9709 Clervaux, 7, route de Marnach.

R.C.S. Luxembourg B 70.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060261/10.

(100059463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Compagnie de Réassurance Akzo Nobel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 28.687.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060264/10.

(100059180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

**Agopia S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Applegreen S.à r.l.).**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 108.281.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 30 avril 2010.

Référence de publication: 2010060235/11.

(100059982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Arastro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 109, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 37.502.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Bonnevoie, le 28 avril 2010.

Tom METZLER

Notaire

Référence de publication: 2010060236/12.

(100060014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Ecobuild s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8812 Bigonville, 9, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 85.900.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2010060237/11.

(100060029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Ancibel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6691 Moersdorf, 4, Um Kiesel.
R.C.S. Luxembourg B 101.171.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 avril 2010.

Référence de publication: 2010060229/10.

(100060166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Alpa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 43, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 112.547.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2010.

Référence de publication: 2010060233/10.

(100059820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Axis Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 133.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010060214/9.

(100059259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

**HERMITAGE International, Société Anonyme,
(anc. COSMOGROUP Europe S.A.).**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 139.912.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2010.

Référence de publication: 2010060215/11.

(100059891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Arcturus S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 2.000.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 62.978.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010060216/11.

(100059503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

**GI-Gasification International (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Quarter Holding S.A.).**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.436.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 27 avril 2010.

Référence de publication: 2010060218/11.

(100059792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Arcturus S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 2.000.000,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 62.978.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010060220/11.

(100059502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Signature.

Signature.

Latin American Division S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 60.134.

In the year two thousand and ten, on the twenty-first of April.

Before Us Maître Henri Beck, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholder of Latin American Division S.A. (hereinafter the "Corporation"), registered with the Luxembourg Trade and Company Register number B 60134, with registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on July 18th, 1997, published in the Memorial C under number 592, "Recueil des Sociétés et Associations", dated October 29th, 1997, and amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on June 29th, 2009, published in the Memorial C under number 1436 "Recueil des Sociétés et Associations", dated July 24th, 2009.

The meeting is chaired by Mrs. Claudine SCHOELLEN, employee, residing in Berbourg.

The chairman appointed as secretary Mr. Alain ARMANO, employee, residing in Beaufort.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Peggy SIMON, employee, residing in Berdorf.

The chairman declared and requested the notary to state:

I. That the shareholder present or represented and the number of his shares is shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with this minute.

II. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation representing the entire share capital of the Corporation, presently fixed at two million one hundred and sixty-one thousand nine hundred Euro (EUR 2,161,900.-) are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Acceptance of the resignation of the Corporation's Directors and Statutory Auditor;
2. Discharge to the Corporation's Directors and Statutory Auditor for the execution of their mandate;
3. Transfer of the Corporation's registered, statutory and administrative office and place of effective management from 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Italy, Milano, Via Cesare Cantù 1 under the suspensive condition of the registration of the Corporation with the Trade and Company's Register in Italy;
4. Adoption of the new legal form of the Corporation and subsequent restatement of the Corporation's bylaws;
5. Appointment of the new Directors and Statutory Auditors ("Collegio Sindacale");
6. Suspensive condition;
7. Mandate to Mr. Brambilla to accomplish all the formalities in Italy;
8. Change of the Corporation's financial year.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolved to accept the resignation as Corporation's Directors of:

- Mr. Giovanni Vittore, born in Turin, Italy, on May 29th, 1955, residing at 19, rue des Romains, L-2443 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Frédéric Noel, born in Algrange, France, on September 13th, 1967, residing at 8, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Remy Meneguz, born in Tressange, France, on May 22nd, 1950, residing at 63, avenue Grand Duc Jean, L-8323 Olm, Grand Duchy of Luxembourg.

As well as the resignation as Corporation's Statutory Auditor of:

- L'Alliance Revision S.à r.l. with registered address at 54, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 46498.

Second resolution

The general meeting resolved to grant discharge to the Corporation's Directors and Statutory Auditor for the exercise of their mandate.

Third resolution

The general meeting resolved to transfer the Corporation's registered, statutory and administrative office and place of effective management from 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg to Italy, Milano,

Via Cesare Cantù 1, under the suspensive condition of the registration of the Corporation with the Trade and Company's Register in Italy. Further to this resolution, the Corporation shall adopt the Italian nationality, in accordance with Italian law, and shall continue its activity according to Italian law under the form of a limited liability corporation ("società a responsabilità limitata") and under the name of Latin American Division, S.r.l.; the change of the nationality and the transfer of the registered office do neither fiscally nor legally cause the dissolution of the Corporation, this however under the suspensive condition of the appropriate registration of the Corporation with the Italian Trade and Company's Register.

The general meeting resolved that according to Luxembourg law, the transfer of the registered office, as well as the transfer of the statutory and administrative office and place of effective management to another country, shall not cause the creation of a new corporation, even from a tax perspective, as long as the law of the host country adopts the same principle, which is the case for Italy, as evidenced in the attached legal opinion issued by an Italian law firm.

The accomplishment of the suspensive condition will be confirmed by notarial deed of the undersigned notary, after the registration of the Corporation with the Italian Trade and Company's Register and will also include the deregistration of the Corporation with the Luxembourg Trade and Company's Register.

Fourth resolution

Pursuant to the above resolutions, the general meeting resolved to entirely restate the Corporation's bylaws which are compliant with the Italian Laws and here attached sub ".ALLEGATO SUB A) ALL'ATTO Nr....."

LATIN AMERICAN DIVISION SRL (LAD SRL)

STATUTO

1. Denominazione sociale - Oggetto - Durata - Sede

Art. 1.1. Denominazione sociale. E' corrente la società a responsabilità limitata, denominata "Latin American Division Srl", il cui acronimo "L.A.D." può essere utilizzato in luogo della predetta denominazione sulla corrispondenza della Società, come pure sui prodotti e sul materiale promozionale della stessa.

Essa è soggetta all'attività di direzione e coordinamento della società Beauty Business Holding S.r.l., la cui sede legale è sita a Milano, in Via Cesare Cantù n. 1.

Art. 1.2. Sede. Domicilio dei soci. La società detiene la sua sede legale a Milano, all'indirizzo dichiarato alla sua iscrizione nel Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111-ter disp.att.cc. e la sua sede secondaria a Milano, via Cesare Cantù 1.

Il trasferimento della sede sociale, anche nel contesto dello stesso comune, dovrà essere deciso dai soci.

A mezzo delibera dell'Organo d'Amministrazione, potranno essere istituite o soppresse, in Italia come all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie e uffici di rappresentanza.

Art. 1.3. Oggetto. La società ha per oggetto sociale:

- L'assunzione di partecipazioni in imprese, società, enti, consorzi ed associazioni, il finanziamento ed il coordinamento tecnico finanziario degli stessi, la compravendita, la permuta, il possesso e la gestione di titoli pubblici e privati.

- la promozione e lo sviluppo di attività immobiliari ivi compresi l'edificazione in genere, la costruzione, la compravendita, la permuta, la lottizzazione, il comodato e la gestione, l'affitto, la locazione, la conduzione di immobili, opere ed impianti di proprietà sociale, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva.

- Lo studio, l'organizzazione e la gestione delle attività di servizi nei vari settori aziendali, produttivi e di comunicazioni sociali ed in particolare i servizi informativi ed amministrativi, nonché tutte le attività operative di supporto alla gestione interna aziendale;

- La consulenza aziendale, commerciale, di marketing, finanziaria, produttiva ed organizzativa;

- I servizi di auditing di particolari funzioni interni ed esterni alle aziende;

- Lo studio, la progettazione e la realizzazione di applicazioni su sistemi informatici, la consulenza e la formazione informatica;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di mobili, arredi, impianti ufficio, macchine ed apparecchi per l'elaborazione dei dati, per l'organizzazione di strutture gestionali sia per conto proprio che di terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di mobili, arredi, impianti, macchine, fabbricati industriali e commerciali, e altri immobili industriali e commerciali e la loro locazione a terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di immobili di civile abitazione e la loro locazione a terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'organizzazione, sia per conto proprio che di terzi, di servizi di residence;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di autovetture e autoveicoli, nonché il noleggio dei medesimi, con o senza conducente, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- La ricerca, lo sviluppo, e la raccolta di informazioni del mercato in generale ivi compresa l'analisi dei dati acquisiti;

- Lo studio e la realizzazione di piani commerciali, di marketing, finanziari e produttivi, nonché, più in generale, di business plan;
- L'individuazione e la elaborazione di iniziative di comunicazione, di pubbliche relazioni e di promozione aziendale;
- Lo studio, la realizzazione e la diffusione di materiale pubblicitario di ogni tipo, ivi compresa la gestione di tutti i collaboratori di cui si riterrà opportuno avvalersi, nonché esecuzioni di disegni, fotocomposizioni e quant'altro occorra alla realizzazione di opere grafiche in genere;
- La gestione di convention, meeting e fiere con la predisposizione dei progetti, degli allestimenti e delle comunicazioni connesse;
- Le inchieste di mercato, valutazione costi/benefici nei servizi aziendali e di intermediazione commerciale e relativa alla gestione amministrativa;
- La creazione, la registrazione, la diffusione, la gestione e la consulenza relative ai marchi di fabbrica, commerciali e di design industriale;
- La progettazione, realizzazione e gestione delle spedizioni, trasporti e dell'attività logistica in genere e di qualsiasi attività connessa, sia per conto proprio che per terzi,

In relazione a tale oggetto, la società potrà anche acquisire, a scopo di investimento e non di collocamento, partecipazioni sociali e curare il coordinamento tecnico finanziario delle società partecipate, o comunque collegate.

Per il raggiungimento dei suoi scopi, la società potrà prestare garanzie reali o personali anche per obbligazioni di terzi, nonché acquistare e vendere immobili in genere ed effettuare la gestione di immobili propri. Potrà infine compiere tutte le operazioni mobiliari, immobiliari, commerciali, industriali e finanziarie ritenute dall'organo amministrativo necessarie od utili per il conseguimento degli obiettivi sociali. Il tutto con espressa esclusione di ogni attività finanziaria nei confronti del pubblico.

Art. 1.4. Durata. La durata della Società viene fissata fino al 2050 e potrà essere prorogata per decisione dell'Assemblea dei soci. In assenza di questo, essa sarà automaticamente prorogata a tempo indeterminato, preservando il diritto di abbandono dei soci, in ogni momento, con un preavviso di dodici mesi.

2. Capitale sociale e Quote, Recesso ed esclusione

Art. 2.1. Capitale. Il capitale sociale sottoscritto è di euro 2.161.900,00 ed è diviso in quote, ai sensi dell'art 2468 c.c..

Il capitale sociale può essere liberato mediante conferimenti eseguiti in denaro, con compensazione di debiti liquidi ed esigibili della Società, oppure con apporti in natura di crediti e beni; è possibile inoltre conferire tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

Le quote di capitale assegnate ai soci per le prestazioni d'opera di servizio a favore della Società devono essere garantite da una polizza d'assicurazione o da una fidejussione bancaria o dal versamento, a titolo di cauzione, del corrispondente importo in denaro.

La Società può rilasciare certificati di quota aventi solamente valore probatorio o documentale.

Art. 2.2. Quote. Le quote sono nominative e conferiscono ai loro possessori i diritti sociali in misura proporzionale alla partecipazione posseduta da ciascuno. Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

I soggetti che esercitano attività in concorrenza o in conflitto d'interessi con la Società non possono essere titolari di quote o di diritti d'opzione, salvo espressa autorizzazione da parte dei soci.

Art. 2.3. Trasferimento delle quote. Qualora un socio intenda trasferire tutta o una parte della sua quota, dovrà preventivamente interpellare per iscritto gli altri soci, indicando la quota offerta, la natura del trasferimento, il nominativo al quale intende trasferirla ed il prezzo offerto oppure, in mancanza, il valore della quota stimato dalla parte offerente.

Qualora gli altri soci, entro venti giorni dal ricevimento di detta comunicazione, non manifestino il loro interesse all'acquisto o comunicassero la loro mancanza d'interesse, il socio offerente sarà libero di trasferire tutta la (ma non parte della) quota offerta, purchè ad un prezzo non inferiore ed a condizioni non diverse da quelle precisate nella citata comunicazione. Ove il trasferimento non venga perfezionato entro sessanta giorni, la quota sarà nuovamente soggetta alle disposizioni di cui sopra.

Nel caso in cui l'offerta venga accettata da più soci, le quote verranno attribuite ad essi in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale della società.

Qualora i soci, nel suddetto termine di venti giorni, informino l'offerente di essere interessati all'acquisto della quota, la valutazione di questa, in mancanza di accordo fra le parti, sarà effettuata da una società di auditing, indicata fin d'ora nella società Prauditing S.r.l. . In caso di impossibilità o impedimento di questa, la valutazione verrà rimessa ad un soggetto terzo nominato dal Presidente della Camera del Commercio di Milano, su istanza della parte più diligente.

Il valore della quota sarà stabilito, in via definitiva ed inappellabile, sulla base del valore a libro (cd. "book value") della Società, secondo i principi contabili ed amministrativi accettati, con riferimento alla data di accettazione dell'incarico.

Le spese di auditing verranno ripartite in pari misura fra i soci interessati.

La valutazione dovrà essere comunicata contemporaneamente ai soci interessati. Il socio offerente - venditore, entro sei giorni da tale comunicazione, potrà recedere dall'offerta senza oneri né costi (eccezion fatta per le spese di auditing), indipendentemente dalla decisione degli altri soci interessati.

I soci interessati, qualora l'offerente non abbia manifestato la volontà di recedere, entro venti giorni dalla comunicazione sopra citata, potranno:

a. informare l'offerente che non intendono acquistare la quota; in tal caso, l'offerente sarà libero di trasferire tutta la quota (non frazionata) al prezzo più alto fra quello risultante dall'offerta di vendita e quello valutato in sede di auditing, ed alle condizioni di pagamento indicate nella suddetta comunicazione. Ove il trasferimento non venga perfezionato entro sessanta giorni dalla comunicazione dei soci di non voler acquistare, la quota tornerà ad essere soggetta al diritto di prelazione regolato dal presente articolo, e l'intera procedura dovrà, all'occorrenza, essere riattivata;

b. informare l'offerente che intendono acquistare la quota; in questo caso i soci interessati saranno tenuti ad acquistare per contanti al prezzo valutato in sede di auditing.

La mancanza di una risposta positiva entro i venti giorni successivi equivale alla dichiarazione di non voler acquistare.

La prelazione si applica anche nel caso in cui il socio intenda trasferire a titolo gratuito o senza corrispettivo, permutare o altrimenti disporre della quota, anche per transazione, cessione di azienda o cessione di beni, apporto a società di capitale o di persone, assegnazione in sede di liquidazione o per altre operazioni o atti che comunque comportino trasferimenti di proprietà o di usufrutto o attribuzione di diritti.

In tutti tali casi, a fronte della comunicazione di uno o più soci di voler esercitare la prelazione, si applicherà la regolamentazione sopra citata (salvo quanto previsto nel caso in cui uno o più soci interessati abbiano successivamente comunicato all'offerente l'intenzione di non acquistare la quota; disposizione che dovrà essere ovviamente adattata alla natura del trasferimento in questione).

Il diritto di prelazione previsto nel presente articolo, nei modi ed alle condizioni ivi indicati (con la sola eccezione dei termini, da intendersi tutti ridotti alla metà), è attribuito a ciascun socio per l'ipotesi in cui gli altri non intendano avvalersi del diritto di opzione spettante loro per la sottoscrizione di quote emesse in sede di aumento di capitale, ma intendano trasferire detto diritto.

In caso di morte di uno dei soci, agli altri soci spetterà un diritto d'opzione per l'acquisto delle quote e/o dei diritti d'opzione del socio defunto, da esercitarsi secondo le modalità e le condizioni previste nel presente articolo (ed al prezzo stabilito all'esito della procedura di auditing), dandone comunicazione a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno agli eredi e/o ai legatari del socio defunto, entro sessanta giorni dall'apertura della successione.

Nel caso in cui questo diritto d'opzione non venga esercitato da alcuno dei soci, gli eredi del socio defunto acquisteranno validamente.

Art. 2.4. Obblighi sulle quote. Tranne il caso di esercizio del diritto di prelazione previsto dal precedente punto 2.3, le partecipazioni non possono essere sottoposte a pegno o ad usufrutto senza l'autorizzazione dei soci, espressa a norma del successivo articolo 3.

Nel caso di pegno o usufrutto della partecipazione, il diritto di voto spetta al socio.

Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro, il diritto agli utili ed il diritto d'opzione spettano al socio.

Art. 2.5. Variazioni del capitale. Il capitale sociale può essere aumentato, con delibera dell'Assemblea dei soci, anche mediante l'emissione di quote aventi tuttavia diritti diversi da quelle già in circolazione.

La decisione di aumentare il capitale non potrà essere attuata fino a quando non siano stati integralmente eseguiti i conferimenti precedentemente dovuti.

Nel caso di aumento del capitale mediante nuovi conferimenti, ai soci spetta il diritto di opzione in proporzione alle loro quote di partecipazione, da esercitarsi entro trenta giorni dalla delibera di aumento.

Ai soci è attribuita la facoltà di prevedere espressamente, nella decisione di aumento, che lo stesso venga attuato anche mediante offerta delle quote di nuova emissione a terzi, salvo nel caso indicato all'art. 2482-ter c.c.

Nel caso di rinuncia al diritto di opzione da parte di uno o più soci, questo diritto si consoliderà a favore degli altri soci che intendano esercitare tale diritto, in proporzione alle loro quote di partecipazione.

Art. 2.6. Versamenti e Finanziamenti dei soci. I soci potranno provvedere al fabbisogno finanziario della società mediante versamenti sotto qualunque forma (come versamenti in conto futuro aumento di capitale, in conto capitale, senza diritto alla restituzione degli importi versati, a copertura delle perdite).

Il rimborso dei finanziamenti sarà postergato rispetto al soddisfacimento degli altri creditori.

Art. 2.7. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito per un ammontare non superiore al doppio dei propri mezzi risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

La decisione di emettere titoli di debito dovrà essere presa dai soci, che stabiliranno le modalità di emissione; in seguito, tali modalità potranno essere modificate solo con il consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, calcolata per quote.

I titoli emessi potranno essere sottoscritti solo da investitori professionali, soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali; questi, in caso di successiva circolazione, saranno responsabili dell'insolvenza della Società nei confronti degli acquirenti, che non siano investitori professionali oppure soci della Società.

I titoli di debito non potranno essere imputati a capitale.

La decisione di emettere dei titoli di debito dovrà essere iscritta nel Registro delle Imprese.

Art. 2.8. Recesso. Il diritto di recesso, ai sensi dell'art. 2473 c.c., potrà essere esercitato nei casi seguenti:

- cambiamento dell'oggetto sociale o del tipo di Società;
- fusione e scissione;
- trasferimento della sede legale all'estero;
- durata della società a tempo indeterminato;
- modifiche dei diritti attribuiti ai soci, concernenti l'amministrazione della Società o la distribuzione degli utili;
- revoca dello stato di liquidazione;
- aumento di capitale con offerta a terzi delle quote di nuova emissione.

Il diritto di recesso potrà essere esercitato dai soci che non abbiano preso parte alle deliberazioni che lo determinino, con un preavviso di sei mesi, a mezzo lettera raccomandata, che dovrà pervenire alla società entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che lo legittima (o, se il fatto che lo legittima è diverso da una delibera, entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio), con l'indicazione della quota di partecipazione per la quale si esercita il diritto di recesso.

Il recesso non potrà essere esercitato, o se esercitato sarà privato di ogni efficacia, allorché la Società revochi la delibera che lo legittima o quando sia deliberato lo scioglimento della Società.

Il rimborso delle quote dovrà essere effettuato ad un prezzo che non potrà essere inferiore al valore venale corrente delle quote in circolazione, determinato tenendo conto, con equo apprezzamento, della situazione patrimoniale della Società, delle plusvalenze latenti, dei valori immateriali, della redditività e della posizione nel mercato. In caso di disaccordo, la determinazione verrà effettuata tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, su richiesta della parte più diligente. Il rimborso dovrà essere eseguito tramite l'acquisto proporzionale delle quote da parte degli altri soci o, mancando questo, da un terzo previo consenso espresso dai soci, o ancora per riduzione del capitale sociale. Qualora i mezzi della Società non rendano possibile il rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale, la società sarà messa in liquidazione.

Art. 2.9. Esclusione. L'esclusione del socio potrà essere deliberata ai sensi dell'art. 2473 bis c.c., nei casi seguenti:

- venir meno, per un qualunque motivo, delle opere e dei servizi prestati e/o della garanzia prestata;
- condanna con sentenza irrevocabile alla reclusione per un periodo di tempo superiore ai cinque anni;
- fallimento, interdizione, inabilitazione;
- svolgimento, anche temporaneo, di attività in conflitto di interessi con la società.

3. Decisioni dei soci

Art. 3.1. Competenze dei soci. Le decisioni concernenti gli argomenti che seguono sono di competenza esclusiva dei soci:

- approvazione del bilancio e distribuzione degli utili;
- nomina e revoca degli amministratori, designazione del Presidente e del Vice-Presidente del Consiglio di Amministrazione;
- nomina e revoca del Collegio Sindacale, del relativo Presidente e del revisore, se previsti;
- determinazione dei compensi degli organi amministrativi e di controllo;
- nomina e revoca dei liquidatori;
- modifiche dello statuto;
- emissione di titoli di debito;
- autorizzazione preliminare al Consiglio d'Amministrazione per gli atti previsti dallo statuto;
- compimento di operazioni comportanti una modifica sostanziale dell'oggetto sociale o un'importante modifica dei diritti dei soci.

I soci, aventi diritto di voto, hanno il diritto di partecipazione alla decisione.

Art. 3.2. Convocazione dell'Assemblea. L'Assemblea dei soci è convocata dal Presidente o dal Vice-Presidente, anche al di fuori della sede della Società, a mezzo lettera raccomandata spedita al domicilio dei soci almeno otto giorni antecedenti il termine fissato per l'adunanza. L'invio a mezzo telefax o posta elettronica possono sostituire la lettera raccomandata, purché assicurino la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare.

Nella convocazione devono essere indicati il luogo, il giorno e l'ora dell'adunanza, come anche l'elenco delle materie da trattare.

L'Assemblée dei soci è validamente costituita, anche se non siano state rispettate le formalità di convocazione sopra citate, quando vi sia la partecipazione dell'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, siano presenti o almeno informati, e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

L'Assemblée deve essere convocata (e in ogni caso la decisione dei soci deve essere sollecitata) immediatamente, quando essa sia richiesta da tanti soci, che rappresentino almeno il decimo del capitale sociale e nella domanda siano indicati gli argomenti da trattare.

Art. 3.3. Partecipazione all'Assemblée. Il socio può farsi rappresentare liberamente in Assemblée. La regolarità della delega sarà accertata dal Presidente dell'Assemblée.

Le adunanze dell'Assemblée possono essere validamente tenute in video/audioconferenza o in audio-conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati agevolmente dal Presidente e da tutti gli altri partecipanti, permettendo loro di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale nella trattazione degli argomenti discussi, rendendo altresì possibile lo scambio dei documenti relativi a tali argomenti e che di tutto quanto sopra venga dato atto nel relativo verbale. Verificandosi tali presupposti, l'adunanza si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente (e dove deve essere presente anche il segretario) o il notaio.

Il voto potrà essere espresso anche per corrispondenza, mediante formulario che dovrà essere restituito alla Società, in busta chiusa, almeno due giorni prima della data dell'adunanza; la busta potrà essere aperta dal Presidente solamente nel corso dell'adunanza, dopo che sarà stato espresso il voto dai soci presenti. Colui che esprime il voto per corrispondenza si considera realmente intervenuto all'Assemblée.

Art. 3.4. Presidenza dell'Assemblée. Verbale. L'Assemblée dei soci è presieduta dal Presidente del Consiglio d'Amministrazione o, in caso di assenza o impedimento di questi, dal Vice-Presidente o ancora, in caso di assenza o impedimento di quest'ultimo, dalla persona designata con la maggioranza assoluta del capitale presente. Il Presidente detiene pieni poteri per accertare il diritto dei soci a partecipare all'Assemblée, personalmente o per delega, per verificare se l'Assemblée sia regolarmente costituita e possa deliberare, per stabilire le modalità di votazione, per regolare la discussione sugli argomenti all'ordine del giorno. Le deliberazioni dell'Assemblée devono constare da un verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario. Se l'Assemblée dovesse deliberare su una modifica dell'atto costitutivo, il verbale dovrà essere redatto da un notaio. Nel verbale debbono essere riassunte, su richiesta, le dichiarazioni dei soci.

Art. 3.5. Deliberazioni dell'Assemblée. L'Assemblée è validamente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano la maggioranza del capitale sociale e delibera con la maggioranza assoluta del capitale presente; nei casi previsti dai punti 4 e 5 dell'art. 2479, capoverso 2°, c.c., essa delibera con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Art. 3.6. Decisione per consultazione o consenso scritti. Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto dai soci. La consultazione o il consenso di cui sopra possono anche essere espressi per telefax o a mezzo posta elettronica e la firma dei documenti può essere fatta in forma digitale.

Se si decide di adottare il sistema della consultazione scritta, si dovrà redigere un apposito documento, dal quale risulti con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci dissenzienti o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo del dissenso o dell'astensione;
- la sottoscrizione di tutti i soci, anche se in disaccordo o astenuti.

Scegliendo il sistema del consenso espresso in forma scritta, si dovrà redigere un apposito documento, che riporti chiaramente:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione.

Una copia del documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, in cui dovranno esprimere il loro voto favorevole o contrario, o, ancora, l'astensione, indicando, qualora sia ritenuto opportuno, la motivazione della loro contrarietà o della loro astensione; la mancanza di dichiarazione entro detto termine equivale a voto contrario.

Nelle ipotesi previste dal presente articolo, le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

Sono il Presidente o il Vice-Presidente del Consiglio d'Amministrazione che determineranno, di volta in volta, la scelta del metodo (consultazione o consenso). La consultazione e il consenso espressi in forma scritta non sono ammessi per le decisioni riguardanti i punti 4 e 5 dell'art. 2479, capoverso 2°, c.c. o quando la deliberazione assembleare sia richiesta da uno o più amministratori oppure da un numero di soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Art. 3.7. Impugnazione delle decisioni dei soci. Le decisioni dei soci contrarie alla legge o all'atto costitutivo possono essere impugnate dai soci che non le abbiano approvate, da ciascun amministratore e dal Collegio Sindacale entro il termine di novanta giorni dalla trascrizione delle decisioni dei soci nel libro. Le decisioni aventi un oggetto illecito o impossibile e quelle prese in assoluta assenza di informazione possono essere impugnate da chiunque vi abbia interesse entro tre anni dalla loro trascrizione nel libro dei soci. Le deliberazioni che modificano l'oggetto sociale, prevedendo attività impossibili o illecite, possono essere impugnate senza limiti di tempo.

Le decisioni prese dai soci, che abbiano per conto proprio o per conto terzi un interesse in conflitto con quello della Società, possono essere impugnate nel caso in cui esse possano danneggiare la Società.

4. Organo amministrativo

Art. 4.1. Consiglio di Amministrazione. La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione, composto anche da non soci, nominati dai soci, che ne determinano di volta il volta il numero (compreso fra tre e venti).

Gli amministratori restano in carica a tempo indeterminato e possono essere revocati in ogni momento dai soci, con un preavviso di tre mesi; qualora detto termine di preavviso non venga rispettato, l'amministratore revocato avrà diritto ad un indennizzo, il cui importo sarà pari all'emolumento per il periodo di preavviso non goduto. Nel caso di sussistenza di una giusta causa di revoca, non saranno dovuti né preavviso né indennizzo.

Non possono essere nominati amministratori, e, se nominati, decadono dal loro ufficio, le persone qui di seguito elencate:

- le persone giuridiche;
- l'interdetto, l'inabilitato, il fallito, o chi è stato condannato ad una pena che importa l'interdizione dalle cariche pubbliche;
- la persona che rivesta la qualità di socio (anche occulto) o amministratore (anche di fatto) in società concorrenti o, comunque, svolge una attività concorrente (con qualsiasi ruolo) per proprio conto o di terzi, salvo preventiva autorizzazione da parte dei soci.

Qualora non vi abbiano provveduto i soci, il Consiglio d'Amministrazione designa, tra i propri componenti, il Presidente e il vice-Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione può delegare una parte delle sue attribuzioni ad un Comitato Esecutivo, composto da alcuni dei suoi componenti, oppure da uno o più dei suoi componenti.

Il Consiglio d'Amministrazione può impartire sempre direttive agli organi delegati e avocare a sé operazioni che rientrano nella delega.

Il compimento degli atti indicati nell'art. 2381, capoverso 4°, c.c. non può essere oggetto di delega.

Art. 4.2. Responsabilità degli amministratori. Gli amministratori sono solidalmente responsabili verso la Società per i danni derivanti dall'inosservanza dei doveri loro imposti dalla legge e dallo statuto, ad eccezione degli amministratori che dimostrino di essere esenti da colpa ed, essendo a cognizione che l'atto si stava per compiere, abbiano fatto constare il loro dissenso.

Gli amministratori sono anche responsabili verso i soci e le terze persone direttamente danneggiate dai loro atti colposi o dolosi.

Con gli amministratori sono altresì solidalmente responsabili i soci che hanno deciso intenzionalmente o autorizzato il compimento di atti dannosi per la Società, i soci o i terzi.

Art. 4.3. Cessazione dell'attività degli amministratori, Decadenza del Consiglio d'Amministrazione. Se, nel corso dell'esercizio, vengono a mancare uno o più amministratori, il Consiglio d'Amministrazione, con il parere favorevole del Collegio Sindacale, se esistente provvede temporaneamente alla loro sostituzione. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla decisione dei soci, che devono confermare la nomina ovvero procedere ad una nuova designazione. Gli amministratori così nominati restano in carica per il tempo in cui avrebbero dovuto rimanervi gli amministratori che essi hanno sostituito.

Se, per una qualsiasi causa, vengono a mancare il Presidente ovvero la maggioranza degli amministratori, automaticamente tutto il Consiglio d'Amministrazione decade e gli amministratori rimasti in carica sottoporranno alla decisione dei soci la nomina del nuovo Consiglio.

Art. 4.4. Riunioni e Delibere del Consiglio d'Amministrazione. Il Consiglio d'Amministrazione si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione tutte le volte in cui il Presidente o il Vice-Presidente lo reputino necessario, o quando la convocazione sia richiesta almeno da un terzo dei suoi membri.

La convocazione viene effettuata dal Presidente o dal vice-Presidente a mezzo lettera raccomandata, spedita almeno otto giorni antecedenti l'adunanza. Il telefax o la posta elettronica possono sostituire la lettera raccomandata, purché questi mezzi siano in grado di garantire ugualmente la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare.

Il Consiglio, in ogni caso, è validamente costituito anche nel caso in cui non siano rispettate le formalità sopra elencate, purché siano presenti tutti gli amministratori e l'intero Collegio Sindacale, se nominato, e nessuno si opponga alle tematiche da trattare.

Le riunioni del Consiglio d'Amministrazione potranno essere tenute validamente in video/audio-conferenza o in audio-conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati dal presidente e da tutti gli altri partecipanti, che sia data loro la possibilità di intervenire in tempo reale nello svolgimento della discussione, come pure che sia reso possibile uno scambio di documenti relativi a detta discussione e che tutto ciò che è stato discusso sia redatto in un corrispondente verbale. Verificandosi tali condizioni, la riunione del Consiglio è considerata tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente ed il segretario della riunione, se nominato.

L'amministratore che, in una determinata operazione della Società, potesse avere un interesse, per proprio conto o per conto terzi, ne deve dare comunicazione agli altri amministratori ed al Collegio Sindacale, se esistente, ed astenersi dall'esercizio dei poteri eventualmente a lui delegati.

Le adunanze del Consiglio sono presiedute dal Presidente o, in caso di assenza o impedimento, dal Vice-Presidente o ancora, in caso di assenza o impedimento anche di quest'ultimo, dal consigliere più anziano d'età.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica; le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei presenti.

In caso di parità di voti, prevarrà il voto del soggetto che presiede l'adunanza.

Art. 4.5. Poteri del Consiglio. Il Consiglio d'Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione della Società, essendo demandati ad esso la responsabilità della gestione dell'azienda ed il compimento di tutti gli atti finalizzati alla realizzazione dell'oggetto sociale, escludendo quei poteri che la legge e lo statuto riservano inderogabilmente ai soci.

Dovrà essere preventivamente autorizzato con decisione dei soci il compimento degli atti qui di seguito elencati:

- l'acquisizione o l'alienazione di diritti reali immobiliari reali;
- la concessione di garanzie reali o personali a favore di terzi;
- l'acquisto, la cessione, la concessione o l'assunzione in usufrutto o in locazione dell'azienda o di rami d'azienda;
- la costituzione di società, consorzi, enti collettivi di ogni genere;
- l'assunzione o la cessione di partecipazioni in società, consorzi, enti collettivi di ogni genere;
- la stipulazione di prestiti, mutui, finanziamenti, affidamenti bancari, ciascuno per un importo eccedente i 10.000.000,00 di EURO;
- la stipulazione, il rinnovo, la modifica, la risoluzione di qualsiasi accordo (che si differenzi da quelli che riguardano la gestione corrente della società), che abbia una durata, sia iniziale sia a seguito di rinnovo, uguale o superiore a 30 anni e/ o valore superiore a 10.000.000,00 di EURO.

Art. 4.6. Decisioni per consultazione o consenso in forma scritta. Le decisioni del Consiglio d'Amministrazione possono essere assunte mediante consultazione in forma scritta o sulla base del consenso espresso in forma scritta, a condizione che dai documenti firmati risultino chiaramente l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa. La consultazione o il consenso sopra citati possono anche essere espressi per telefax o a mezzo posta elettronica e la firma dei documenti può essere apposta in forma digitale.

Qualora venga scelto il sistema della consultazione scritta, si dovrà redigere un apposito documento, che attesti in modo preciso e chiaro i seguenti punti:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione;
- l'indicazione dei consiglieri consenzienti;
- l'indicazione dei consiglieri dissenzienti o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione della motivazione del dissenso o dell'astensione;
- la firma di tutti i consiglieri, anche se in disaccordo o astenuti;

Nel caso in cui si opti per il sistema del consenso in forma scritta, si dovrà redigere un corrispondente documento, che dovrà indicare:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione.

Una copia del documento dovrà essere inviata a tutti i consiglieri, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione scritta in basso alla copia del documento ricevuta, in cui essi dovranno esprimere il loro proprio voto favorevole o contrario, oppure dichiarare la loro astensione, indicando, se opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; l'assenza di dichiarazione entro i citati termini equivale a voto contrario.

La scelta del metodo (consultazione o consenso) spetta di volta in volta al Presidente o al Vice-Presidente.

La consultazione o il consenso in forma scritta non sono ammessi, allorché la decisione si riferisca ad atti previsti all'art. 2381, capoverso 4°, c.c. o agli atti che devono essere autorizzati in via preliminare dai soci ai sensi del punto 4.5.

Art. 4.7. Impugnazione delle delibere del Consiglio d'Amministrazione. Le decisioni assunte dal Consiglio d'Amministrazione con il voto determinante di un amministratore in conflitto d'interessi con la Società, qualora possano arrecare un danno a questa, possono essere impugnate entro novanta giorni da parte degli amministratori assenti o in disaccordo e, se esistenti, dagli organi di controllo.

Art. 4.8. Rappresentanza. La firma e la rappresentanza sociale nei confronti di terzi e in giudizio spettano, a titolo generale e disgiuntamente, al Presidente, al vice-Presidente, ed anche agli Amministratori delegati nell'ambito delle rispettive deleghe.

Per gli atti che devono essere preliminarmente autorizzati dai soci, ai sensi del precedente punto 4.5, si impone la firma del Presidente, accompagnata da quella di un altro consigliere.

Art. 4.9. Compensi. Il compenso annuale complessivamente spettante al Consiglio di Amministrazione (incluso il compenso per gli amministratori investiti di cariche speciali) viene stabilito dai soci al momento della nomina; le modalità di ripartizione sono determinate dal Consiglio.

Il compenso spettante agli amministratori può essere costituito, totalmente o in parte, da una partecipazione agli utili.

Art. 4.10. Direttori generali. Il Consiglio d'Amministrazione può nominare direttori generali determinandone i poteri (anche di rappresentanza) come anche il loro compenso.

Le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori si applicano anche ai direttori generali.

5. Attività di controllo

Art. 5.1. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione hanno il diritto di ricevere da parte degli amministratori delle informazioni sullo svolgimento degli affari della società e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri della società e i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 5.2. Controllo legale dei conti. Quale organo di controllo, i soci possono nominare a loro scelta:

- un Collegio Sindacale, che opererà ai sensi del successivo punto 4.3;
- un revisore, che opererà ai sensi del successivo punto 4.4.

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria in presenza delle condizioni previste dall'art. 2477 c.c..

Art. 5.3. Il Collegio Sindacale. Il Collegio sindacale è formato da tre membri effettivi e da due supplenti.

Il Collegio Sindacale resta in carica per tre esercizi e scade alla data di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. I sindaci possono essere rieletti.

I soggetti che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c. non possono essere nominati alla carica di sindaco e, se nominati, decadono dal loro ufficio.

La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto a partire dal momento in cui il Collegio è stato ricostituito.

In caso di decesso, rinuncia o decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci, la quale dovrà provvedere alla nomina dei sindaci effettivi e supplenti necessari per l'integrazione del Collegio. I sindaci, così nominati, scadono con quelli in carica.

Il Collegio Sindacale detiene i doveri e i poteri di cui agli art. 2403 e 2403bis c.c. ed esercita il controllo contabile; conseguentemente, il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da revisori contabili, iscritti nel Registro presso il Ministero della giustizia.

Per tutto ciò che non viene espressamente previsto dal presente statuto, si applicano le disposizioni degli art. 2397 e successivi c.c.

Art. 5.4. Revisore contabile. In alternativa al Collegio Sindacale (quando la sua nomina non sia obbligatoria per legge), i soci possono affidare il controllo contabile ad un revisore contabile iscritto nel Registro presso il Ministero della Giustizia.

I soggetti che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c., non possono essere nominati quali revisore contabili, e, se nominati, decadono dal loro ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi e scadrà alla data di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

Il revisore contabile adempie le funzioni di cui all'art. 2409ter c.c.; vengono inoltre applicate le disposizioni dell'art. 2409sexies ce.

6. Bilancio ed utili

Art. 6.1. Esercizio sociale. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ogni esercizio, il Consiglio d'Amministrazione procede alla redazione del bilancio ai sensi di legge.

Il bilancio viene presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centoottanta giorni nel caso in cui alla Società si imponga un bilancio consolidato o quando lo richiedano particolari esigenze derivanti dalla struttura e dall'oggetto della Società.

Il bilancio, approvato dai soci, deve essere depositato presso l'Ufficio del Registro delle Imprese entro trenta giorni dall'approvazione, con l'elenco dei soci e degli altri titolari di diritti sulle partecipazioni.

Art. 6.2. Utili. Gli utili netti, dedotta la quota da destinarsi a riserva legale, saranno distribuiti ai soci, salvo diversa decisione dei soci stessi. In ogni caso la distribuzione ai soci sarà proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

I soci possono decidere la distribuzione di somme prelevate dalle riserve disponibili, indicando le poste utilizzate. La distribuzione degli utili sarà possibile solo dopo la copertura delle perdite riportate a nuovo e/o il ripristino dei limiti di capitale per i titoli di debito in circolazione.

Se si verifica una perdita di capitale, la distribuzione degli utili non può aver luogo fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura corrispondente.

Il pagamento degli utili sarà effettuato presso la sede sociale, nel termine fissato dal Consiglio d'Amministrazione.

7. Scioglimento e Liquidazione

Art. 7.1. Scioglimento In presenza di una delle cause previste dall'art.2484 c.c., lo scioglimento della Società sarà deciso dai soci, che stabiliranno:

- il numero e le regole, che determinano l'attività del collegio in caso di una pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, precisando quelli che devono occuparsi della rappresentanza della Società;
- i criteri secondo i quali deve svolgersi la liquidazione ed i poteri dei liquidatori.

Si applicano le disposizioni di cui all'art. 2484 c.c. e successivi.

8. Clausola compromissoria

Qualsiasi controversia relativa ai rapporti sociali, escluse quelle che, ai sensi di legge, non possono costituire oggetto di compromesso, sarà deferita ad un Collegio Arbitrale, costituito da tre membri.

Rientrano nell'ambito d'applicazione della presente clausola le controversie che vedano contrapposti:

- i soci, da una parte, altri soci o la Società o gli amministratori, i sindaci, i liquidatori, dall'altra;
- la Società, da una parte, e gli amministratori, i sindaci e i liquidatori, dall'altra;
- gli amministratori, i sindaci ed i liquidatori tra loro.

Tutti gli arbitri saranno nominati dal Presidente del Tribunale di Milano, su richiesta della parte più diligente.

La parte che intende proporre l'arbitrato dovrà notificare all'altra/alle altre parti la domanda di arbitrato, contenente l'esposizione sommaria delle motivazioni che intende far valere. Se la domanda è proposta dalla Società o nei confronti di questa, essa dovrà essere depositata presso il Registro delle Imprese.

Entro venti giorni dalla notifica della domanda di arbitrato, ognuna delle parti (parte notificante e notificata) potrà presentare istanza al Presidente del Tribunale di Milano per la nomina degli arbitri.

Il procedimento si svolgerà nelle forme dell'arbitrato rituale secondo le norme del D. Lgs. Nr. 5/2003 e, per i punti ivi non previsti, dal Codice di Procedura Civile in vigore.

La sede dell'arbitrato sarà Milano.

Il Collegio Arbitrale deciderà secondo diritto.

9. Varie

Per tutto ciò che non è espressamente previsto del presente statuto si applicano le norme di legge in vigore."

Now, as well as after the transfer of the Corporation's registered, statutory and administrative office and place of effective management, the Corporation has and will have a share capital amounting to two million one hundred and sixty-one thousand nine hundred Euro (EUR 2,161,900.-), fully paid, and the only shareholder of the Corporation is and will be the Italian company Beauty Business Holding Srl, having its registered office in Italy, Milano, Via Cesare Cantù 1, Italian and registered with the Italian tax administration under number 03546680962.

Fifth resolution

The general meeting also resolved to appoint as new directors, for an unlimited duration:

- Mr. Attilio Brambilla, born in Vaprio d'Adda (MI), Italy, on June 12th 1961, residing in Vaprio D'Adda (MI), Via Grezzago 35, BRMTTL61H12L667L, as Vice President of the Corporation;
- Mr. Roberto Franchina, born in Dalmine (BG), Italy, on April 8th 1946, residing in Dalmine (BG), Viale Betelli 28, C.F. FRNRRT46D08D245E, as President of the Corporation.

The general meeting also resolved to appoint as new Statutory Auditors (in Italian called "Collegio Sindacale"), for a period of three years, the following people:

- Mr. Andrea Casarotti, born in Vicenza, Italy, on November 24th, 1961, residing at Vicenza, Via Donizetti 2, C.F. CSR NDR 61S24 L840M, and registered with the "Ordine dei Dottori Commercialisti di Vicenza" on January 26th, 1994, nr. 112989 of "Registro Revisori Contabili" (D.M del 31.12.1999), as "Sindaco Effettivo" and as President of the "Collegio Sindacale";
- Mr. Alessandro Ricci, born in Viterbo (VT), Italy, on August 23rd, 1969, residing at Bologna, via Sante Vincenti 46/3, C.F. RCC LSN 69M23 M082Y, nr. 76.630 of Registro Revisori Contabili, as "Sindaco Effettivo";

- Mr. Giuseppe Caldesi Valeri, born in Padova (PD), Italy on October 19th, 1976, residing at Padova (PD), via Santa Rosa n. 19, C.F. CLD GPP 76R19 G224S, registered with the "Ordine dei Dottori Commercialisti di Padova" on February 5th, 2004, nr. 1109, nr. 135179 of "Registro Revisori Contabili", as "Sindaco Effettivo";

- Mr. Fabio Gallio, born in Padova, Italy, on September 26th, 1970, residing at Padova in Via Jacopone da Todi n. 5, C.F. GLL FBA 0P26G224Q, and registered with the "Ordine dei Dottori Commercialisti di Padova" Nr. 127178 of "Registro Revisori Contabili", as "Sindaco Supplente"; and

- Mr. Simone Furian, born in Padova, Italy, on August 7th, 1971, residing at Martellago (VE), Via Scarante 16, C.F. FRN SMN 71M07G224S, and registered with the "Ordine dei Dottori Commercialisti di Venezia" nr. 130.510 of "Registro Revisori Contabili", as "Sindaco Supplente".

The Statutory Auditors ("Collegio Sindacale") are in charge even for the account control, as per article n. 2409-bis of the Italian Civil Code, and its fee will be determined based on the minimum rate indicated in "Tariffa dei Dottori Commercialisti".

Sixth resolution

The general meeting also resolved that all the precedent resolutions are under the suspensive condition of the appropriate registration of the Corporation with the Italian Trade and Company's Register and will also include the deregistration of the Corporation with the Luxembourg Trade and Company's Register.

Seventh resolution

In addition, the general meeting resolved to give mandate to Mr. Attilio Brambilla to individually accomplish what has been decided supra.

In particular it gives him mandate to proceed to the deposit of all the required documents in this regard by an Italian notary, duly certified and provided with the Apostil of La Haye if necessary and also the right to cause any changes required by the competent authorities in order to proceed to the registration of the present deed with the Italian Trade and Company's Register, with the special approval that the said registration takes place in several deeds.

Eighth resolution

The general meeting resolved that:

- due to Italian and Luxembourg laws the effective date of the migration of the Corporation is the date in which the Corporation will be struck off from the Luxembourg Trade and Company's Register;
- for the Corporation a new financial year will start from this effective date of migration (the date of striking off from the Luxembourg Trade and Company's Register) and will end on December 31st, 2010.

Declaration pro fisco

The transfer of the registered, statutory and administrative office and of the place of effective management of the Corporation from the Grand Duchy of Luxembourg to Italy do cause neither the dissolution of the Corporation in the Grand Duchy of Luxembourg nor the incorporation of a new corporation in Italy, because the Corporation will continue to be the same entity as before.

For Luxembourg tax purposes, the Corporation shall write a Balance Sheet and a Profit/Loss Statement for the period starting the 1st day of the financial year up to the date of the migration; all assets must be recorded in the Luxembourg tax return form at the Fair Market Value, and on those values will be applied exit taxes because the migration is considered to be a realizing act only and as far as tax effects are concerned.

The effective date of the migration of the Corporation is the date in which the Corporation will be struck off from the Luxembourg Trade and Company's Register.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French and an Italian translations.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English, the French and the Italian text, the English version will prevail.

For the Italian purposes in order to fulfil all requirement requested by the law, the deed bearing an Apostil will be provided..

Attached:

1. tax residence certificate for Latin American Division S.A. issued from Luxembourg Tax Administration;
2. balance sheet at the date of April 21st, 2010.

Whereof, the present notarised deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille dix, le vingt-et-un avril.

Par devant nous Maître Henri BECK, notaire, résidant à Echternach, Grand-Duché du Luxembourg

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire de Latin American Division S.A. (ci-après la "Société"), enregistrée auprès registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 60134, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg en date du 18 juillet 1997, publié au Mémorial C numéro 592, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 29 octobre 1997, et modifié pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné, daté du 29 juin 2009, publié au Mémorial C numéro 1436, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 24 juillet 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Claudine SCHOELLEN, employée, demeurant à Berbourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Alain ARMANO, employé, demeurant à Beaufort.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Peggy SIMON, employée, demeurant à Berdorf.

Le président a déclaré et a prié le notaire d'acter:

I. Que l'actionnaire présent ou représenté et le nombre d'actions qu'il détient est renseigné sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social de la Société actuellement fixé à deux millions cent soixante-et-un mille neuf cents Euro (EUR 2.161.900,-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

9. Acceptation de la démission des administrateurs de la Société et du commissaire aux comptes;

10. Décharge aux administrateurs de la Société et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat;

11. Transfert du siège social, statutaire et administratif de la Société ainsi que du siège de direction effectif du 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg à l'adresse Via Cesare Cantù 1, Milan, Italie sous la condition suspensive de l'enregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés en Italie;

12. Adoption de la nouvelle forme légale de la Société et refonte subséquente des statuts de la Société;

13. Nomination des nouveaux administrateurs et commissaires aux comptes ("Collegio Sindacale");

14. Condition suspensive;

15. Mandat à M. Brambilla d'accomplir toutes les formalités en Italie;

16. Changement de l'année sociale de la Société.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé d'accepter la démission en tant qu'administrateurs de la Société de:

- M. Giovanni Vittore, né à Turin, Italie, le 29 mai 1955, résidant au 19, rue des Romains, L-2443 Senningerberg, Grand-Duché du Luxembourg;

- M. Frédéric Noël, né à Algrange, France, le 13 septembre 1967, résidant au 8, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem, Grand-Duché du Luxembourg; et

- M. Remy Meneguz, né à Tressange, France, le 22 mai 1950, résidant au 63, avenue Grand Duc Jean, L-8323 Olm, Grand-Duché du Luxembourg.

Ainsi que la démission en tant que commissaire aux comptes de la Société de:

- L'Alliance Revision S.à r.l. ayant son siège social au 54, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistré auprès du registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B 46498.

Deuxième résolution

L'assemblée générale a décidé de donner décharge aux administrateurs de la Société et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat.

Troisième résolution

L'assemblée générale a décidé de transférer le siège social, statutaire et administratif de la Société ainsi que le siège de direction effectif du 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg à Via Cesare Cantù 1, Milan, Italie sous la condition suspensive de l'enregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés en Italie. Suite à cette résolution, la Société adoptera la nationalité italienne, conformément à la loi italienne, et continuera son activité, conformément à la loi italienne sous la forme d'une société à responsabilité limitée ("società a responsabilità limitata") et sous le nom de Latin American Division, S.r.l.; le changement de nationalité et le transfert du

siège social n'entraîne ni fiscalement ni légalement la dissolution de la Société, ceci cependant sous la condition suspensive de l'enregistrement en bonne et due forme de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés italien.

L'assemblée générale a décidé qu'en application de la loi luxembourgeoise, le transfert du siège social, ainsi que le transfert du siège statutaire et administratif et du siège de direction effectif vers un autre pays, n'entraîne pas la création d'une nouvelle société, même d'un point de vue fiscal, à condition que la loi du pays d'accueil adopte le même principe, ce qui est le cas pour l'Italie, tel que cela ressort de l'opinion légale ci-jointe émise par un cabinet d'avocats italien.

La réalisation de la condition suspensive sera confirmée par acte notarié du notaire soussigné, après l'enregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés italien et inclura également le désenregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois.

Quatrième résolution

Suite aux résolutions susmentionnées, l'assemblée générale a décidé de refondre entièrement les statuts de la Société de manière conforme aux lois italiennes et pour leur donner la teneur suivante:

"ALLEGATO SUB A) ALL'ATTO Nr.....

LATIN AMERICAN DIVISION SRL (LAD SRL)

STATUTO

1. Denominazione sociale - Oggetto - Durata - Sede

Art. 1.1. Denominazione sociale. E' corrente la società a responsabilità limitata, denominata "Latin American Division Srl", il cui acronimo "L.A.D." può essere utilizzato in luogo della predetta denominazione sulla corrispondenza della Società, come pure sui prodotti e sul materiale promozionale della stessa.

Essa è soggetta all'attività di direzione e coordinamento della società Beauty Business Holding S.r.l., la cui sede legale è sita a Milano, in Via Cesare Cantù n. 1.

Art. 1.2. Sede, Domicilio dei soci. La società detiene la sua sede legale a Milano, all'indirizzo dichiarato alla sua iscrizione nel Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111-ter disp.att.cc. e la sua sede secondaria a Milano, via Cesare Cantù 1.

Il trasferimento della sede sociale, anche nel contesto dello stesso comune, dovrà essere deciso dai soci.

A mezzo delibera dell'Organo d'Amministrazione, potranno essere istituite o soppresse, in Italia come all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie e uffici di rappresentanza.

Art. 1.3. Oggetto. La società ha per oggetto sociale:

- L'assunzione di partecipazioni in imprese, società, enti, consorzi ed associazioni, il finanziamento ed il coordinamento tecnico finanziario degli stessi, la compravendita, la permuta, il possesso e la gestione di titoli pubblici e privati.

- la promozione e lo sviluppo di attività immobiliari ivi compresi l'edificazione in genere, la costruzione, la compravendita, la permuta, la lottizzazione, il comodato e la gestione, l'affitto, la locazione, la conduzione di immobili, opere ed impianti di proprietà sociale, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva.

- Lo studio, l'organizzazione e la gestione delle attività di servizi nei vari settori aziendali, produttivi e di comunicazioni sociali ed in particolare i servizi informativi ed amministrativi, nonché tutte le attività operative di supporto alla gestione interna aziendale;

- La consulenza aziendale, commerciale, di marketing, finanziaria, produttiva ed organizzativa;

- I servizi di auditing di particolari funzioni interni ed esterni alle aziende;

- Lo studio, la progettazione e la realizzazione di applicazioni su sistemi informatici, la consulenza e la formazione informatica;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di mobili, arredi, impianti ufficio, macchine ed apparecchi per l'elaborazione dei dati, per l'organizzazione di strutture gestionali sia per conto proprio che di terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di mobili, arredi, impianti, macchine, fabbricati industriali e commerciali, e altri immobili industriali e commerciali e la loro locazione a terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di immobili di civile abitazione e la loro locazione a terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'organizzazione, sia per conto proprio che di terzi, di servizi di residence;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di autovetture e autoveicoli, nonché il noleggio dei medesimi, con o senza conducente, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- La ricerca, lo sviluppo, e la raccolta di informazioni del mercato in generale ivi compresa l'analisi dei dati acquisiti;

- Lo studio e la realizzazione di piani commerciali, di marketing, finanziari e produttivi, nonché, più in generale, di business plan;

- L'individuazione e la elaborazione di iniziative di comunicazione, di pubbliche relazioni e di promozione aziendale;

- Lo studio, la realizzazione e la diffusione di materiale pubblicitario di ogni tipo, ivi compresa la gestione di tutti i collaboratori di cui si riterrà opportuno avvalersi, nonché esecuzioni di disegni, fotocomposizioni e quant'altro occorra alla realizzazione di opere grafiche in genere;

- La gestione di convention, meeting e fiere con la predisposizione dei progetti, degli allestimenti e delle comunicazioni connesse;

- Le inchieste di mercato, valutazione costi/benefici nei servizi aziendali e di intermediazione commerciale e relativa alla gestione amministrativa;

- La creazione, la registrazione, la diffusione, la gestione e la consulenza relative ai marchi di fabbrica, commerciali e di design industriale;

- La progettazione, realizzazione e gestione delle spedizioni, trasporti e dell'attività logistica in genere e di qualsiasi attività connessa, sia per conto proprio che per terzi,

In relazione a tale oggetto, la società potrà anche acquisire, a scopo di investimento e non di collocamento, partecipazioni sociali e curare il coordinamento tecnico finanziario delle società partecipate, o comunque collegate.

Per il raggiungimento dei suoi scopi, la società potrà prestare garanzie reali o personali anche per obbligazioni di terzi, nonché acquistare e vendere immobili in genere ed effettuare la gestione di immobili propri. Potrà infine compiere tutte le operazioni mobiliari, immobiliari, commerciali, industriali e finanziarie ritenute dall'organo amministrativo necessarie od utili per il conseguimento degli obiettivi sociali. Il tutto con espressa esclusione di ogni attività finanziaria nei confronti del pubblico.

Art. 1.4. Durata. La durata della Società viene fissata fino al 2050 e potrà essere prorogata per decisione dell'Assemblea dei soci. In assenza di questo, essa sarà automaticamente prorogata a tempo indeterminato, preservando il diritto di abbandono dei soci, in ogni momento, con un preavviso di dodici mesi.

2. Capitale sociale e Quote, Recesso ed esclusione

Art. 2.1. Capitale. Il capitale sociale sottoscritto è di euro 2.161.900,00 ed è diviso in quote, ai sensi dell'art 2468 ce.

Il capitale sociale può essere liberato mediante conferimenti eseguiti in denaro, con compensazione di debiti liquidi ed esigibili della Società, oppure con apporti in natura di crediti e beni; è possibile inoltre conferire tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

Le quote di capitale assegnate ai soci per le prestazioni d'opera di servizio a favore della Società devono essere garantite da una polizza d'assicurazione o da una fideiussione bancaria o dal versamento, a titolo di cauzione, del corrispondente importo in denaro.

La Società può rilasciare certificati di quota aventi solamente valore probatorio o documentale.

Art. 2.2. Quote. Le quote sono nominative e conferiscono ai loro possessori i diritti sociali in misura proporzionale alla partecipazione posseduta da ciascuno. Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

I soggetti che esercitano attività in concorrenza o in conflitto d'interessi con la Società non possono essere titolari di quote o di diritti d'opzione, salvo espressa autorizzazione da parte dei soci.

Art. 2.3. Trasferimento delle quote. Qualora un socio intenda trasferire tutta o una parte della sua quota, dovrà preventivamente interpellare per iscritto gli altri soci, indicando la quota offerta, la natura del trasferimento, il nominativo al quale intende trasferirla ed il prezzo offerto oppure, in mancanza, il valore della quota stimato dalla parte offerente.

Qualora gli altri soci, entro venti giorni dal ricevimento di detta comunicazione, non manifestino il loro interesse all'acquisto o comunicassero la loro mancanza d'interesse, il socio offerente sarà libero di trasferire tutta la (ma non parte della) quota offerta, purchè ad un prezzo non inferiore ed a condizioni non diverse da quelle precisate nella citata comunicazione. Ove il trasferimento non venga perfezionato entro sessanta giorni, la quota sarà nuovamente soggetta alle disposizioni di cui sopra.

Nel caso in cui l'offerta venga accettata da più soci, le quote verranno attribuite ad essi in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale della società.

Qualora i soci, nel suddetto termine di venti giorni, informino l'offerente di essere interessati all'acquisto della quota, la valutazione di questa, in mancanza di accordo fra le parti, sarà effettuata da una società di auditing, indicata fin d'ora nella società Prauditing S.r.l. . In caso di impossibilità o impedimento di questa, la valutazione verrà rimessa ad un soggetto terzo nominato dal Presidente della Camera del Commercio di Milano, su istanza della parte più diligente.

Il valore della quota sarà stabilito, in via definitiva ed inappellabile, sulla base del valore a libro (cd. "book value") della Società, secondo i principi contabili ed amministrativi accettati, con riferimento alla data di accettazione dell'incarico.

Le spese di auditing verranno ripartite in pari misura fra i soci interessati.

La valutazione dovrà essere comunicata contemporaneamente ai soci interessati. Il socio offerente - venditore, entro sei giorni da tale comunicazione, potrà recedere dall'offerta senza oneri nè costi (eccezion fatta per le spese di auditing), indipendentemente dalla decisione degli altri soci interessati.

I soci interessati, qualora l'offerente non abbia manifestato la volontà di recedere, entro venti giorni dalla comunicazione sopra citata, potranno:

a. informare l'offerente che non intendono acquistare la quota; in tal caso, l'offerente sarà libero di trasferire tutta la quota (non frazionata) al prezzo più alto fra quello risultante dall'offerta di vendita e quello valutato in sede di auditing, ed alle condizioni di pagamento indicate nella suddetta comunicazione. Ove il trasferimento non venga perfezionato entro sessanta giorni dalla comunicazione dei soci di non voler acquistare, la quota tornerà ad essere soggetta al diritto di prelazione regolato dal presente articolo, e l'intera procedura dovrà, all'occorrenza, essere riattivata;

b. informare l'offerente che intendono acquistare la quota; in questo caso i soci interessati saranno tenuti ad acquistare per contanti al prezzo valutato in sede di auditing.

La mancanza di una risposta positiva entro i venti giorni successivi equivale alla dichiarazione di non voler acquistare.

La prelazione si applica anche nel caso in cui il socio intenda trasferire a titolo gratuito o senza corrispettivo, permutare o altrimenti disporre della quota, anche per transazione, cessione di azienda o cessione di beni, apporto a società di capitale o di persone, assegnazione in sede di liquidazione o per altre operazioni o atti che comunque comportino trasferimenti di proprietà o di usufrutto o attribuzione di diritti.

In tutti tali casi, a fronte della comunicazione di uno o più soci di voler esercitare la prelazione, si applicherà la regolamentazione sopra citata (salvo quanto previsto nel caso in cui uno o più soci interessati abbiano successivamente comunicato all'offerente l'intenzione di non acquistare la quota; disposizione che dovrà essere ovviamente adattata alla natura del trasferimento in questione).

Il diritto di prelazione previsto nel presente articolo, nei modi ed alle condizioni ivi indicati (con la sola eccezione dei termini, da intendersi tutti ridotti alla metà), è attribuito a ciascun socio per l'ipotesi in cui gli altri non intendano avvalersi del diritto di opzione spettante loro per la sottoscrizione di quote emesse in sede di aumento di capitale, ma intendano trasferire detto diritto.

In caso di morte di uno dei soci, agli altri soci spetterà un diritto d'opzione per l'acquisto delle quote e/o dei diritti d'opzione del socio defunto, da esercitarsi secondo le modalità e le condizioni previste nel presente articolo (ed al prezzo stabilito all'esito della procedura di auditing), dandone comunicazione a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno agli eredi e/o ai legatari del socio defunto, entro sessanta giorni dall'apertura della successione.

Nel caso in cui questo diritto d'opzione non venga esercitato da alcuno dei soci, gli eredi del socio defunto acquisteranno validamente.

Art. 2.4. Obblighi sulle quote. Tranne il caso di esercizio del diritto di prelazione previsto dal precedente punto 2.3, le partecipazioni non possono essere sottoposte a pegno o ad usufrutto senza l'autorizzazione dei soci, espressa a norma del successivo articolo 3.

Nel caso di pegno o usufrutto della partecipazione, il diritto di voto spetta al socio.

Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro, il diritto agli utili ed il diritto d'opzione spettano al socio.

Art. 2.5. Variazioni del capitale. Il capitale sociale può essere aumentato, con delibera dell'Assemblea dei soci, anche mediante l'emissione di quote aventi tuttavia diritti diversi da quelle già in circolazione.

La decisione di aumentare il capitale non potrà essere attuata fino a quando non siano stati integralmente eseguiti i conferimenti precedentemente dovuti.

Nel caso di aumento del capitale mediante nuovi conferimenti, ai soci spetta il diritto di opzione in proporzione alle loro quote di partecipazione, da esercitarsi entro trenta giorni dalla delibera di aumento.

Ai soci è attribuita la facoltà di prevedere espressamente, nella decisione di aumento, che lo stesso venga attuato anche mediante offerta delle quote di nuova emissione a terzi, salvo nel caso indicato all'art. 2482-ter c.c.

Nel caso di rinuncia al diritto di opzione da parte di uno o più soci, questo diritto si consoliderà a favore degli altri soci che intendano esercitare tale diritto, in proporzione alle loro quote di partecipazione.

Art. 2.6. Versamenti e Finanziamenti dei soci. I soci potranno provvedere al fabbisogno finanziario della società mediante versamenti sotto qualunque forma (come versamenti in conto futuro aumento di capitale, in conto capitale, senza diritto alla restituzione degli importi versati, a copertura delle perdite).

Il rimborso dei finanziamenti sarà postergato rispetto al soddisfacimento degli altri creditori.

Art. 2.7. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito per un ammontare non superiore al doppio dei propri mezzi risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

La decisione di emettere titoli di debito dovrà essere presa dai soci, che stabiliranno le modalità di emissione; in seguito, tali modalità potranno essere modificate solo con il consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, calcolata per quote.

I titoli emessi potranno essere sottoscritti solo da investitori professionali, soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali; questi, in caso di successiva circolazione, saranno responsabili dell'insolvenza della Società nei confronti degli acquirenti, che non siano investitori professionali oppure soci della Società.

I titoli di debito non potranno essere imputati a capitale.

La decisione di emettere dei titoli di debito dovrà essere iscritta nel Registro delle Imprese.

Art. 2.8. Recesso. Il diritto di recesso, ai sensi dell'art. 2473 c.c., potrà essere esercitato nei casi seguenti:

- cambiamento dell'oggetto sociale o del tipo di Società;
- fusione e scissione;
- trasferimento della sede legale all'estero;
- durata della società a tempo indeterminato;
- modifiche dei diritti attribuiti ai soci, concernenti l'amministrazione della Società o la distribuzione degli utili;
- revoca dello stato di liquidazione;
- aumento di capitale con offerta a terzi delle quote di nuova emissione.

Il diritto di recesso potrà essere esercitato dai soci che non abbiano preso parte alle deliberazioni che lo determinino, con un preavviso di sei mesi, a mezzo lettera raccomandata, che dovrà pervenire alla società entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che lo legittima (o, se il fatto che lo legittima è diverso da una delibera, entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio), con l'indicazione della quota di partecipazione per la quale si esercita il diritto di recesso.

Il recesso non potrà essere esercitato, o se esercitato sarà privato di ogni efficacia, allorché la Società revochi la delibera che lo legittima o quando sia deliberato lo scioglimento della Società.

Il rimborso delle quote dovrà essere effettuato ad un prezzo che non potrà essere inferiore al valore venale corrente delle quote in circolazione, determinato tenendo conto, con equo apprezzamento, della situazione patrimoniale della Società, delle plusvalenze latenti, dei valori immateriali, della redditività e della posizione nel mercato. In caso di disaccordo, la determinazione verrà effettuata tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, su richiesta della parte più diligente. Il rimborso dovrà essere eseguito tramite l'acquisto proporzionale delle quote da parte degli altri soci o, mancando questo, da un terzo previo consenso espresso dai soci, o ancora per riduzione del capitale sociale. Qualora i mezzi della Società non rendano possibile il rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale, la società sarà messa in liquidazione.

Art. 2.9. Esclusione. L'esclusione del socio potrà essere deliberata ai sensi dell'art. 2473 bis c.c., nei casi seguenti:

- venir meno, per un qualunque motivo, delle opere e dei servizi prestati e/o della garanzia prestata;
- condanna con sentenza irrevocabile alla reclusione per un periodo di tempo superiore ai cinque anni;
- fallimento, interdizione, inabilitazione;
- svolgimento, anche temporaneo, di attività in conflitto di interessi con la società.

3. Decisioni dei soci

Art. 3.1. Competenze dei soci. Le decisioni concernenti gli argomenti che seguono sono di competenza esclusiva dei soci:

- approvazione del bilancio e distribuzione degli utili;
- nomina e revoca degli amministratori, designazione del Presidente e del Vice-Presidente del Consiglio di Amministrazione;
- nomina e revoca del Collegio Sindacale, del relativo Presidente e del revisore, se previsti;
- determinazione dei compensi degli organi amministrativi e di controllo;
- nomina e revoca dei liquidatori;
- modifiche dello statuto;
- emissione di titoli di debito;
- autorizzazione preliminare al Consiglio d'Amministrazione per gli atti previsti dallo statuto;
- compimento di operazioni comportanti una modifica sostanziale dell'oggetto sociale o un'importante modifica dei diritti dei soci.

I soci, aventi diritto di voto, hanno il diritto di partecipazione alla decisione.

Art. 3.2. Convocazione dell'Assemblea. L'Assemblea dei soci è convocata dal Presidente o dal Vice-Presidente, anche al di fuori della sede della Società, a mezzo lettera raccomandata spedita al domicilio dei soci almeno otto giorni antecedenti il termine fissato per l'adunanza. L'invio a mezzo telefax o posta elettronica possono sostituire la lettera raccomandata, purché assicurino la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare.

Nella convocazione devono essere indicati il luogo, il giorno e l'ora dell'adunanza, come anche l'elenco delle materie da trattare.

L'Assemblea dei soci è validamente costituita, anche se non siano state rispettate le formalità di convocazione sopra citate, quando vi sia la partecipazione dell'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, siano presenti o almeno informati, e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

L'Assemblea deve essere convocata (e in ogni caso la decisione dei soci deve essere sollecitata) immediatamente, quando essa sia richiesta da tanti soci, che rappresentino almeno il decimo del capitale sociale e nella domanda siano indicati gli argomenti da trattare.

Art. 3.3. Partecipazione all'Assemblea. Il socio può farsi rappresentare liberamente in Assemblea. La regolarità della delega sarà accertata dal Presidente dell'Assemblea.

Le adunanze dell'Assemblea possono essere validamente tenute in video/audioconferenza o in audio-conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati agevolmente dal Presidente e da tutti gli altri partecipanti, permettendo loro di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale nella trattazione degli argomenti discussi, rendendo altresì possibile lo scambio dei documenti relativi a tali argomenti e che di tutto quanto sopra venga dato atto nel relativo verbale. Verificandosi tali presupposti, l'adunanza si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente (e dove deve essere presente anche il segretario) o il notaio.

Il voto potrà essere espresso anche per corrispondenza, mediante formulario che dovrà essere restituito alla Società, in busta chiusa, almeno due giorni prima della data dell'adunanza; la busta potrà essere aperta dal Presidente solamente nel corso dell'adunanza, dopo che sarà stato espresso il voto dai soci presenti. Colui che esprime il voto per corrispondenza si considera realmente intervenuto all'Assemblea.

Art. 3.4. Presidenza dell'Assemblea, Verbale. L'Assemblea dei soci è presieduta dal Presidente del Consiglio d'Amministrazione o, in caso di assenza o impedimento di questi, dal Vice-Presidente o ancora, in caso di assenza o impedimento di quest'ultimo, dalla persona designata con la maggioranza assoluta del capitale presente. Il Presidente detiene pieni poteri per accertare il diritto dei soci a partecipare all'Assemblea, personalmente o per delega, per verificare se l'Assemblea sia regolarmente costituita e possa deliberare, per stabilire le modalità di votazione, per regolare la discussione sugli argomenti all'ordine del giorno. Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da un verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario. Se l'Assemblea dovesse deliberare su una modifica dell'atto costitutivo, il verbale dovrà essere redatto da un notaio. Nel verbale debbono essere riassunte, su richiesta, le dichiarazioni dei soci.

Art. 3.5. Deliberazioni dell'Assemblea. L'Assemblea è validamente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano la maggioranza del capitale sociale e delibera con la maggioranza assoluta del capitale presente; nei casi previsti dai punti 4 e 5 dell'art. 2479, capoverso 2°, c.c., essa delibera con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Art. 3.6. Decisione per consultazione o consenso scritti. Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto dai soci. La consultazione o il consenso di cui sopra possono anche essere espressi per telefax o a mezzo posta elettronica e la firma dei documenti può essere fatta in forma digitale.

Se si decide di adottare il sistema della consultazione scritta, si dovrà redigere un apposito documento, dal quale risulti con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci dissenzienti o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo del dissenso o dell'astensione;
- la sottoscrizione di tutti i soci, anche se in disaccordo o astenuti. Scegliendo il sistema del consenso espresso in forma scritta, si dovrà redigere un apposito documento, che riporti chiaramente:
 - l'argomento oggetto della decisione;
 - il contenuto della decisione.

Una copia del documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, in cui dovranno esprimere il loro voto favorevole o contrario, o, ancora, l'astensione, indicando, qualora sia ritenuto opportuno, la motivazione della loro contrarietà o della loro astensione; la mancanza di dichiarazione entro detto termine equivale a voto contrario.

Nelle ipotesi previste dal presente articolo, le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

Sono il Presidente o il Vice-Presidente del Consiglio d'Amministrazione che determineranno, di volta in volta, la scelta del metodo (consultazione o consenso). La consultazione e il consenso espressi in forma scritta non sono ammessi per le decisioni riguardanti i punti 4 e 5 dell'art. 2479, capoverso 2°, c.c. o quando la deliberazione assembleare sia richiesta da uno o più amministratori oppure da un numero di soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Art. 3.7. Impugnazione delle decisioni dei soci. Le decisioni dei soci contrarie alla legge o all'atto costitutivo possono essere impugnate dai soci che non le abbiano approvate, da ciascun amministratore e dal Collegio Sindacale entro il termine di novanta giorni dalla trascrizione delle decisioni dei soci nel libro. Le decisioni aventi un oggetto illecito o impossibile e quelle prese in assoluta assenza di informazione possono essere impugnate da chiunque vi abbia interesse entro tre anni dalla loro trascrizione nel libro dei soci. Le deliberazioni che modificano l'oggetto sociale, prevedendo attività impossibili o illecite, possono essere impugnate senza limiti di tempo.

Le decisioni prese dai soci, che abbiano per conto proprio o per conto terzi un interesse in conflitto con quello della Società, possono essere impugnate nel caso in cui esse possano danneggiare la Società.

4. Organo amministrativo

Art. 4.1. Consiglio di Amministrazione. La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione, composto anche da non soci, nominati dai soci, che ne determinano di volta in volta il numero (compreso fra tre e venti).

Gli amministratori restano in carica a tempo indeterminato e possono essere revocati in ogni momento dai soci, con un preavviso di tre mesi; qualora detto termine di preavviso non venga rispettato, l'amministratore revocato avrà diritto ad un indennizzo, il cui importo sarà pari all'emolumento per il periodo di preavviso non goduto. Nel caso di sussistenza di una giusta causa di revoca, non saranno dovuti né preavviso né indennizzo.

Non possono essere nominati amministratori, e, se nominati, decadono dal loro ufficio, le persone qui di seguito elencate:

- le persone giuridiche;
- l'interdetto, l'inabilitato, il fallito, o chi è stato condannato ad una pena che importa l'interdizione dalle cariche pubbliche;
- la persona che rivesta la qualità di socio (anche occulto) o amministratore (anche di fatto) in società concorrenti o, comunque, svolge una attività concorrente (con qualsiasi ruolo) per proprio conto o di terzi, salvo preventiva autorizzazione da parte dei soci.

Qualora non vi abbiano provveduto i soci, il Consiglio d'Amministrazione designa, tra i propri componenti, il Presidente e il vice-Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione può delegare una parte delle sue attribuzioni ad un Comitato Esecutivo, composto da alcuni dei suoi componenti, oppure da uno o più dei suoi componenti.

Il Consiglio d'Amministrazione può impartire sempre direttive agli organi delegati e avocare a sé operazioni che rientrano nella delega.

Il compimento degli atti indicati nell'art. 2381, capoverso 4°, c.c. non può essere oggetto di delega.

Art. 4.2. Responsabilità degli amministratori. Gli amministratori sono solidalmente responsabili verso la Società per i danni derivanti dall'inosservanza dei doveri loro imposti dalla legge e dallo statuto, ad eccezione degli amministratori che dimostrino di essere esenti da colpa ed, essendo a cognizione che l'atto si stava per compiere, abbiano fatto constare il loro dissenso.

Gli amministratori sono anche responsabili verso i soci e le terze persone direttamente danneggiate dai loro atti colposi o dolosi.

Con gli amministratori sono altresì solidalmente responsabili i soci che hanno deciso intenzionalmente o autorizzato il compimento di atti dannosi per la Società, i soci o i terzi.

Art. 4.3. Cessazione dell'attività degli amministratori, Decadenza del Consiglio d'Amministrazione. Se, nel corso dell'esercizio, vengono a mancare uno o più amministratori, il Consiglio d'Amministrazione, con il parere favorevole del Collegio Sindacale, se esistente, provvede temporaneamente alla loro sostituzione. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla decisione dei soci, che devono confermare la nomina ovvero procedere ad una nuova designazione. Gli amministratori così nominati restano in carica per il tempo in cui avrebbero dovuto rimanervi gli amministratori che essi hanno sostituito.

Se, per una qualsiasi causa, vengono a mancare il Presidente ovvero la maggioranza degli amministratori, automaticamente tutto il Consiglio d'Amministrazione decade e gli amministratori rimasti in carica sottoporranno alla decisione dei soci la nomina del nuovo Consiglio.

Art. 4.4. Riunioni e delibere del Consiglio d'Amministrazione. Il Consiglio d'Amministrazione si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione tutte le volte in cui il Presidente o il Vice-Presidente lo reputino necessario, o quando la convocazione sia richiesta almeno da un terzo dei suoi membri.

La convocazione viene effettuata dal Presidente o dal vice-Presidente a mezzo lettera raccomandata, spedita almeno otto giorni antecedenti l'adunanza. Il telefax o la posta elettronica possono sostituire la lettera raccomandata, purché questi mezzi siano in grado di garantire ugualmente la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare.

Il Consiglio, in ogni caso, è validamente costituito anche nel caso in cui non siano rispettate le formalità sopra elencate, purché siano presenti tutti gli amministratori e l'intero Collegio Sindacale, se nominato, e nessuno si opponga alle tematiche da trattare.

Le riunioni del Consiglio d'Amministrazione potranno essere tenute validamente in video/audio-conferenza o in audio-conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati dal presidente e da tutti gli altri partecipanti, che sia data loro la possibilità di intervenire in tempo reale nello svolgimento della discussione, come pure che sia reso possibile uno scambio di documenti relativi a detta discussione e che tutto ciò che è stato discusso sia redatto in un corrispondente verbale. Verificandosi tali condizioni, la riunione del Consiglio è considerata tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente ed il segretario della riunione, se nominato.

L'amministratore che, in una determinata operazione della Società, potesse avere un interesse, per proprio conto o per conto terzi, ne deve dare comunicazione agli altri amministratori ed al Collegio Sindacale, se esistente, ed astenersi dall'esercizio dei poteri eventualmente a lui delegati.

Le adunanze del Consiglio sono presiedute dal Presidente o, in caso di assenza o impedimento, dal Vice-Presidente o ancora, in caso di assenza o impedimento anche di quest'ultimo, dal consigliere più anziano d'età.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica; le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei presenti.

In caso di parità di voti, prevarrà il voto del soggetto che presiede l'adunanza.

Art. 4.5. Poteri del Consiglio. Il Consiglio d'Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione della Società, essendo demandati ad esso la responsabilità della gestione dell'azienda ed il compimento di tutti gli atti finalizzati alla realizzazione dell'oggetto sociale, escludendo quei poteri che la legge e lo statuto riservano inderogabilmente ai soci.

Dovrà essere preventivamente autorizzato con decisione dei soci il compimento degli atti qui di seguito elencati:

- l'acquisizione o l'alienazione di diritti reali immobiliari reali;
- la concessione di garanzie reali o personali a favore di terzi;
- l'acquisto, la cessione, la concessione o l'assunzione in usufrutto o in locazione dell'azienda o di rami d'azienda;
- la costituzione di società, consorzi, enti collettivi di ogni genere;
- l'assunzione o la cessione di partecipazioni in società, consorzi, enti collettivi di ogni genere;
- la stipulazione di prestiti, mutui, finanziamenti, affidamenti bancari, ciascuno per un importo eccedente i 10.000.000,00 di EURO;
- la stipulazione, il rinnovo, la modifica, la risoluzione di qualsiasi accordo (che si differenzi da quelli che riguardano la gestione corrente della società), che abbia una durata, sia iniziale sia a seguito di rinnovo, uguale o superiore a 30 anni e/ o valore superiore a 10.000.000,00 di EURO.

Art. 4.6. Decisioni per consultazione o consenso in forma scritta. Le decisioni del Consiglio d'Amministrazione possono essere assunte mediante consultazione in forma scritta o sulla base del consenso espresso in forma scritta, a condizione che dai documenti firmati risultino chiaramente l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa. La consultazione o il consenso sopra citati possono anche essere espressi per telefax o a mezzo posta elettronica e la firma dei documenti può essere apposta in forma digitale.

Qualora venga scelto il sistema della consultazione scritta, si dovrà redigere un apposito documento, che attesti in modo preciso e chiaro i seguenti punti:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione;
- l'indicazione dei consiglieri consenzienti;
- l'indicazione dei consiglieri dissenzienti o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione della motivazione del dissenso o dell'astensione;
- la firma di tutti i consiglieri, anche se in disaccordo o astenuti;

Nel caso in cui si opti per il sistema del consenso in forma scritta, si dovrà redigere un corrispondente documento, che dovrà indicare:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione.

Una copia del documento dovrà essere inviata a tutti i consiglieri, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione scritta in basso alla copia del documento ricevuta, in cui essi dovranno esprimere il loro proprio voto favorevole o contrario, oppure dichiarare la loro astensione, indicando, se opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; l'assenza di dichiarazione entro i citati termini equivale a voto contrario.

La scelta del metodo (consultazione o consenso) spetta di volta in volta al Presidente o al Vice-Presidente.

La consultazione o il consenso in forma scritta non sono ammessi, allorché la decisione si riferisca ad atti previsti all'art. 2381, capoverso 4°, c.c. o agli atti che devono essere autorizzati in via preliminare dai soci ai sensi del punto 4.5.

Art. 4.7. Impugnazione delle delibere del Consiglio d'Amministrazione. Le decisioni assunte dal Consiglio d'Amministrazione con il voto determinante di un amministratore in conflitto d'interessi con la Società, qualora possano arrecare un danno a questa, possono essere impugnate entro novanta giorni da parte degli amministratori assenti o in disaccordo e, se esistenti, dagli organi di controllo.

Art. 4.8. Rappresentanza. La firma e la rappresentanza sociale nei confronti di terzi e in giudizio spettano, a titolo generale e disgiuntamente, al Presidente, al vice-Presidente, ed anche agli Amministratori delegati nell'ambito delle rispettive deleghe.

Per gli atti che devono essere preliminarmente autorizzati dai soci, ai sensi del precedente punto 4.5, si impone la firma del Presidente, accompagnata da quella di un altro consigliere.

Art. 4.9. Compensi. Il compenso annuale complessivamente spettante al Consiglio di Amministrazione (incluso il compenso per gli amministratori investiti di cariche speciali) viene stabilito dai soci al momento della nomina; le modalità di ripartizione sono determinate dal Consiglio.

Il compenso spettante agli amministratori può essere costituito, totalmente o in parte, da una partecipazione agli utili.

Art. 4.10. Direttori generali. Il Consiglio d'Amministrazione può nominare direttori generali determinandone i poteri (anche di rappresentanza) come anche il loro compenso.

Le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori si applicano anche ai direttori generali.

5. Attività di controllo

Art. 5.1. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione hanno il diritto di ricevere da parte degli amministratori delle informazioni sullo svolgimento degli affari della società e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri della società e i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 5.2. Controllo legale dei conti. Quale organo di controllo, i soci possono nominare a loro scelta:

- un Collegio Sindacale, che opererà ai sensi del successivo punto 4.3;
- un revisore, che opererà ai sensi del successivo punto 4.4.

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria in presenza delle condizioni previste dall'art. 2477 c.c..

Art. 5.3. Il Collegio Sindacale. Il Collegio sindacale è formato da tre membri effettivi e da due supplenti.

Il Collegio Sindacale resta in carica per tre esercizi e scade alla data di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. I sindaci possono essere rieletti.

I soggetti che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c non possono essere nominati alla carica di sindaco e, se nominati, decadono dal loro ufficio.

La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto a partire dal momento in cui il Collegio è stato ricostituito.

In caso di decesso, rinuncia o decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci, la quale dovrà provvedere alla nomina dei sindaci effettivi e supplenti necessari per l'integrazione del Collegio. I sindaci, così nominati, scadono con quelli in carica.

Il Collegio Sindacale detiene i doveri e i poteri di cui agli art. 2403 e 2403bis c.c. ed esercita il controllo contabile; conseguentemente, il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da revisori contabili, iscritti nel Registro presso il Ministero della giustizia.

Per tutto ciò che non viene espressamente previsto dal presente statuto, si applicano le disposizioni degli art. 2397 e successivi c.c.

Art. 5.4. Revisore contabile. In alternativa al Collegio Sindacale (quando la sua nomina non sia obbligatoria per legge), i soci possono affidare il controllo contabile ad un revisore contabile iscritto nel Registro presso il Ministero della Giustizia.

I soggetti che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c., non possono essere nominati quali revisore contabili, e, se nominati, decadono dal loro ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi e scadrà alla data di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

Il revisore contabile adempie le funzioni di cui all'art. 2409ter c.c.; vengono inoltre applicate le disposizioni dell'art. 2409sexies c.c..

6. Bilancio ed Utili

Art. 6.1. Esercizio sociale. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ogni esercizio, il Consiglio d'Amministrazione procede alla redazione del bilancio ai sensi di legge.

Il bilancio viene presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centoottanta giorni nel caso in cui alla Società si imponga un bilancio consolidato o quando lo richiedano particolari esigenze derivanti dalla struttura e dall'oggetto della Società.

Il bilancio, approvato dai soci, deve essere depositato presso l'Ufficio del Registro delle Imprese entro trenta giorni dall'approvazione, con l'elenco dei soci e degli altri titolari di diritti sulle partecipazioni.

Art. 6.2. Utili. Gli utili netti, dedotta la quota da destinarsi a riserva legale, saranno distribuiti ai soci, salvo diversa decisione dei soci stessi. In ogni caso la distribuzione ai soci sarà proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

I soci possono decidere la distribuzione di somme prelevate dalle riserve disponibili, indicando le poste utilizzate. La distribuzione degli utili sarà possibile solo dopo la copertura delle perdite riportate a nuovo e/o il ripristino dei limiti di capitale per i titoli di debito in circolazione.

Se si verifica una perdita di capitale, la distribuzione degli utili non può aver luogo fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura corrispondente.

Il pagamento degli utili sarà effettuato presso la sede sociale, nel termine fissato dal Consiglio d'Amministrazione.

7. Scioglimento e Liquidazione

Art. 7.1. Scioglimento. In presenza di una delle cause previste dall'art.2484 c.c., lo scioglimento della Società sarà deciso dai soci, che stabiliranno:

- il numero e le regole, che determinano l'attività del collegio in caso di una pluralità di liquidatori;
 - la nomina dei liquidatori, precisando quelli che devono occuparsi della rappresentanza della Società;
 - i criteri secondo i quali deve svolgersi la liquidazione ed i poteri dei liquidatori.
- Si applicano le disposizioni di cui all'art. 2484 c.c. e successivi.

8. Clausola compromissoria

Qualsiasi controversia relativa ai rapporti sociali, escluse quelle che, ai sensi di legge, non possono costituire oggetto di compromesso, sarà deferita ad un Collegio Arbitrale, costituito da tre membri.

Rientrano nell'ambito d'applicazione della presente clausola le controversie che vedano contrapposti:

- i soci, da una parte, altri soci o la Società o gli amministratori, i sindaci, i liquidatori, dall'altra;
- la Società, da una parte, e gli amministratori, i sindaci e i liquidatori, dall'altra;
- gli amministratori, i sindaci ed i liquidatori tra loro.

Tutti gli arbitri saranno nominati dal Presidente del Tribunale di Milano, su richiesta della parte più diligente.

La parte che intende proporre l'arbitrato dovrà notificare all'altra/alle altre parti la domanda di arbitrato, contenente l'esposizione sommaria delle motivazioni che intende far valere. Se la domanda è proposta dalla Società o nei confronti di questa, essa dovrà essere depositata presso il Registro delle Imprese.

Entro venti giorni dalla notifica della domanda di arbitrato, ognuna delle parti (parte notificante e notificata) potrà presentare istanza al Presidente del Tribunale di Milano per la nomina degli arbitri.

Il procedimento si svolgerà nelle forme dell'arbitrato rituale secondo le norme del D. Lgs. Nr. 5/2003 e, per i punti ivi non previsti, dal Codice di Procedura Civile in vigore.

La sede dell'arbitrato sarà Milano.

Il Collegio Arbitrale deciderà secondo diritto.

9. Varie

Per tutto ciò che non è espressamente previsto del presente statuto si applicano le norme di legge in vigore."

A présent, ainsi qu'après le transfert du siège social, statutaire et administratif de la Société et du siège de direction effectif, la Société a et aura un capital social d'un montant de deux millions cent soixante-et-un mille neuf cents Euro (EUR 2.161.900,-), entièrement libéré, et le seul actionnaire de la Société est et sera la société italienne Beauty Business Holding Srl, ayant son siège social à Via Cesare Cantù 1, Milan, Italie, et enregistrée auprès de l'administration fiscale italienne sous le numéro 03546680962.

Cinquième résolution

L'assemblée générale a décidé également de nommer en tant que nouveaux administrateurs, pour une période indéterminée:

- M. Attilio Brambilla, né à Vaprio d'Adda (MI), Italie, le 12 juin 1961, résidant à Vaprio d'Adda (MI), Via Grezzago 35, BRMTTL61H12L667L, en tant que Vice-Président de la Société;
- M. Roberto Franchina, né à Dalmine (BG), Italie, le 8 avril 1946, résidant à Dalmine (BG), Viale Betelli 28, C.F. FRNRRT46D08D08D245E, en tant que Président de la Société.

L'assemblée générale a également décidé de nommer en tant que nouveaux commissaires aux comptes (appelé en italien "Collegio Sindacale"), pour une période de trois ans, les personnes suivantes:

- M. Andrea Casarotti, né à Vicenza, Italie, le 24 novembre 1961, résidant à Vicenza, Via Donizetti 2, C.F. CSR NDR 61S24 L840M, et enregistré auprès de l' "Ordine dei Dottori Commercialisti di Vicenza" le 26 janvier 1994, numéro 112989 du "Registro Revisori Contabili" (DM du 31.12.1999), en tant que "Sindaco Effettivo" et en tant que Président du "Collegio Sindacale";
- M. Alessandro Ricci, né à Viterbo (VT), Italie, le 23 août 1969, résidant à Bologne, via Sante Vincenti 46/3, CF. RCC LSN 69M23 M082Y, numéro 76.630 du "Registro Revisori Contabili", en tant que "Sindaco Effettivo";
- M. Giuseppe Caldesi Valeri, né à Padova (PD), Italie, le 19 octobre 1976, résidant à Padova (PD), via Santa Rosa n. 19, CF. CLD GPP 76R19 G224S, enregistré auprès de l' "Ordine dei Dottori Commercialisti di Padova" le 5 février 2004, numéro 1109, numéro 135179 du "Registro Revisori Contabili", en tant que "Sindaco Effettivo";
- M. Fabio Gallio, born in Padova, Italie, le 26 septembre 1970, résidant à Padova in Via Jacopone da Todi n. 5, CF. GLL FBA 0P26G224Q, et enregistré auprès de l' "Ordine dei Dottori Commercialisti di Padova" numéro 127178 du "Registro Revisori Contabili", en tant que "Sindaco Supplente"; et
- M. Simone Furian, né à Padova, Italie, le 7 août 1971, résidant à Martellago (VE), Via Scarante 16, CF. FRN SMN 71M07G224S, et enregistré auprès de V "Ordine dei Dottori Commercialisti di Vicenza" numero 130.510 du "Registro Revisori Contabili", en tant que "Sindaco Supplente".

Les commissaires aux comptes ("Collegio Sindacale") sont en charge du contrôle des comptes, en application de l'article 2409-bis du code civil italien et leurs tarifs seront déterminés sur la base d'un taux minimum indiqué dans le "Tariffa dei Dottori Commercialisti".

Sixième résolution

L'assemblée générale a aussi décidé que toutes les résolutions précédentes sont sous la condition suspensive de l'enregistrement en bonne et due forme de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés italien et qui impliquera également le désenregistrement de la Société auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois.

Septième résolution

De plus, l'assemblée générale a décidé de donner mandat individuel à M. Attilio Brambilla d'accomplir ce qui a été décidé précédemment.

En particulier, elle lui donne mandat pour procéder au dépôt de tous les documents requis à cet effet par un notaire italien, dûment certifiés et portant l'Apostille de la Haye si nécessaire et lui donne aussi le droit de procéder aux changements requis par les autorités compétentes afin de procéder à l'enregistrement du présent acte auprès du registre de commerce et des sociétés italien, avec accord spécial que cet enregistrement se fera en plusieurs actes.

Huitième résolution

L'assemblée générale a décidé que:

- en application des lois luxembourgeoises et italiennes, la date effective de la migration de la Société est la date à laquelle la Société sera radiée du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois;
- pour la Société une nouvelle année sociale commencera au jour de la date effective de la migration (date de la radiation auprès du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois) et se terminera le 31 décembre 2010.

Déclaration Pro Fisco

Le transfert du siège social, statutaire et administratif ainsi que du siège de direction effectif de la Société du Grand-Duché du Luxembourg en Italie n'implique ni la dissolution de la Société au Grand-Duché du Luxembourg ni la constitution d'une nouvelle société en Italie, parce que la Société continuera à être la même entité que précédemment.

Pour des besoins fiscaux luxembourgeois, la Société devra préparer un état financier et un état des profits et pertes pour la période commençant au 1^{er} jour de l'année sociale jusqu'à la date de la migration; tous les actifs devront être enregistrés dans la déclaration fiscale luxembourgeoise au prix du marché, et sur ces valeurs seront appliquées des taxes de sortie car la migration est considérée comme étant un acte de réalisation uniquement du point de vue de ses conséquences fiscales.

La date effective de la migration de la Société est la date à laquelle la société sera radiée du registre de commerce et des sociétés luxembourgeois.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et italienne.

A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes anglais, français et italien, la version anglaise fera foi.

Pour des besoins italiens et afin de respecter les requis imposés par la loi, l'acte apostille sera fourni.

Ci-joints:

- un certificat de résidence fiscale de Latin American Division S.A. émis par l'administration fiscale italienne;
- un état financier en date du 21 avril 2010.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs noms et prénoms, états et demeures, ils ont signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Segue la traduzione in lingua italiana del testo inglese che precede.

In data 21 Aprile 2010, in presenza del sottoscritto Maître Henri Beck, Notaio, residente in Echternach, Gran Ducato di Lussemburgo, si è tenuta l'assemblea straordinaria degli azionisti della Latin American Division S.A. (nel seguito "la Società"), numero di iscrizione al Luxembourg Trade and Company's Register B 60134, con sede legale in 560A, rue de Neudorf, L-2220, Lussemburgo, Gran Ducato del Lussemburgo, costituita con atto del 18 Luglio 1997 a rogito del Maître Frank Baden, Notaio, residente in Lussemburgo, Gran Ducato del Lussemburgo, pubblicato nel Memorial C al numero 592 del "Recueil des Sociétés et Associations", datato 29 ottobre 1997 e modificato per l'ultima volta con atto del 29 luglio 2009, a rogito del Sottoscritto notaio e pubblicato nel Mémorial C al numero 1436 del "Recueil des Sociétés et Associations", datato 24 luglio 2009.

L'Assemblea è presieduta dal signora Claudine SCHOELLEN, impiegato con domiciliato in Berbourg.

Il Presidente nomina come Segretario il signor Alain ARMANO, impiegato con domiciliato in Beaufort.

L'Assemblea nomina come Scrutinatore il signora Peggy SIMON, impiegato con domiciliato in Berdorf.

Il Presidente dichiara e richiede al Notaio di verbalizzare:

I. che l'azionista presente o rappresentato ed il numero delle sue azioni è evidenziato nel foglio presenze, sottoscritto dal Presidente, dal Segretario, dallo Scrutinatore e dal Sottoscritto Notaio. Il foglio presenze e le deleghe sono registrate con questo verbale.

II. come risulta dal foglio presenze, tutte le azioni in circolazione rappresentanti l'intero capitale sociale della Società, attualmente del valore nominale complessivo di due milioni centosessantunomila e novecento Euro (Euro 2.161.900,-), sono presenti o rappresentate nella presente assemblea straordinaria così che l'Assemblea è validamente convocata e atta a deliberare sugli argomenti posti all'Ordine del Giorno.

III. l'Ordine del Giorno è il seguente:

1. Accettazione delle dimissioni degli Amministratori e del Revisore della Società;
2. Manleva per gli Amministratori e il Revisore della Società in relazione al loro operato;
3. Trasferimento della sede legale, sociale e amministrativa, nonché della sede della direzione effettiva della Società da 560A, rue de Neudorf, L-2220, Lussemburgo, Gran Ducato del Lussemburgo a Via Cesare Cantù, 1, in Milano, Italia sotto la condizione sospensiva della registrazione della Società nel Registro Imprese italiano;
4. Adozione della nuova forma giuridica della Società e delle conseguenti modifiche statutarie;
5. Nomina dei nuovi Amministratori e del Collegio Sindacale;
6. Condizione sospensiva;
7. Conferimento del mandato al sig. Attilio Brambilla affinché ponga in essere tutte le formalità previste dalla legislazione italiana;
8. Modifica della data di chiusura dell'esercizio sociale.

Successivamente all'approvazione di quanto affermato precedentemente, all'unanimità l'Assemblea ha adottato le seguenti delibere:

Delibera di cui al punto

1. Dell'ordine del giorno. L'Assemblea delibera di

- accettare le dimissioni degli Amministratori della Società:

* Sig. Giovanni Vittore, nato a Torino, Italia, il 29/5/1955, residente in 19, rue des Romains, L-2443 Senningerberg, Gran Ducato del Lussemburgo;

* Sig. Frédéric Noel, nato a Algrange, Francia, il 13/9/1967, residente in 8, Quartier de l'Eglise, L-4987 Sanem, Gran Ducato del Lussemburgo; e

* Sig. Remy Meneguz, nato a Tressange, Francia, il 22/5/1950, residente in 63, avenue Grand Duc Jean, L-8323 Olm, Gran Ducato del Lussemburgo.

- accettare le dimissioni del Revisore della Società:

* la società Alliance Revision S.à r.l. con sede legale in 54, Avenue Pasteur, L-2310 Lussemburgo, Gran Ducato del Lussemburgo, numero di iscrizione al Luxembourg Trade and Company's Register B 46.498.

Delibera di cui al punto

2. Dell'ordine del giorno. L'Assemblea delibera di dare manleva agli Amministratori e al Revisore per l'esercizio del loro mandato.

Delibera di cui al punto

3. Dell'ordine del giorno. L'Assemblea delibera di trasferire la sede legale, sociale e amministrativa, nonché la sede della direzione effettiva della Società da 560A, rue de Neudorf, L-2220, Lussemburgo, Gran Ducato del Lussemburgo a Via Cesare Cantù, 1, in Milano, Italia sotto la condizione sospensiva della registrazione della Società presso il Registro Imprese italiano. A seguito di tale delibera la Società assumerà nazionalità italiana, in accordo con la legge italiana, e proseguirà la propria attività adottando la forma giuridica di Società a responsabilità limitata e adotterà la denominazione di Latin American Division S.r.l.; il mutamento della nazionalità e il trasferimento della sede non determina né legalmente né fiscalmente l'estinzione della Società, ancorché il trasferimento sia sospensivamente condizionato all'iscrizione della Società stessa presso il Registro Imprese italiano.

L'Assemblea delibera che, secondo quanto previsto dalla normativa lussemburghese, il trasferimento in un altro Paese della sede legale, sociale e amministrativa, così come della sede della direzione effettiva della Società, non comporta la costituzione di una nuova società, neppure sotto il profilo fiscale, a condizione che l'ordinamento giuridico del Paese di destinazione preveda lo stesso principio, come è nel caso specifico dell'Italia, come è stato confermato da una legai opinion rilasciata su richiesta della Società da un avvocato italiano.

Il verificarsi della condizione sospensiva dovrà risultare da atto del Sottoscritto Notaio, successivamente all'iscrizione della Società nel Registro Imprese italiano, e conterrà la cancellazione della Società dal Luxembourg Trade and Company's Register.

Delibera di cui al punto

4. Dell'ordine del giorno. In relazione alle suesposte delibere, l'Assemblea generale decide di modificare integralmente lo Statuto sociale in modo da renderlo compatibile con la normativa italiana, come da allegato sub "A":

".ALLEGATO SUB A) ALL'ATTO Nr....."

LATIN AMERICAN DIVISION SRL (LAD SRL)

STATUTO

1. Denominazione sociale - Oggetto - Durata - Sede

Art. 1.1. Denominazione sociale. E' corrente la società a responsabilità limitata, denominata "Latin American Division Srl", il cui acronimo "L.A.D." può essere utilizzato in luogo della predetta denominazione sulla corrispondenza della Società, come pure sui prodotti e sul materiale promozionale della stessa.

Essa è soggetta all'attività di direzione e coordinamento della società Beauty Business Holding S.r.l., la cui sede legale è sita a Milano, in Via Cesare Cantù n. 1.

Art. 1.2. Sede, Domicilio dei soci. La società detiene la sua sede legale a Milano, all'indirizzo dichiarato alla sua iscrizione nel Registro delle Imprese ai sensi dell'art. 111-ter disp.att.cc. e la sua sede secondaria a Milano, via Cesare Cantù 1.

Il trasferimento della sede sociale, anche nel contesto dello stesso comune, dovrà essere deciso dai soci.

A mezzo delibera dell'Organo d'Amministrazione. potranno essere istituite o soppresse, in Italia come all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, agenzie e uffici di rappresentanza.

Art. 1.3. Oggetto. La società ha per oggetto sociale:

- L'assunzione di partecipazioni in imprese, società, enti, consorzi ed associazioni, il finanziamento ed il coordinamento tecnico finanziario degli stessi, la compravendita, la permuta, il possesso e la gestione di titoli pubblici e privati.

- la promozione e lo sviluppo di attività immobiliari ivi compresi l'edificazione in genere, la costruzione, la compravendita, la permuta, la lottizzazione, il comodato e la gestione, l'affitto, la locazione, la conduzione di immobili, opere ed impianti di proprietà sociale, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva.

- Lo studio, l'organizzazione e la gestione delle attività di servizi nei vari settori aziendali, produttivi e di comunicazioni sociali ed in particolare i servizi informativi ed amministrativi, nonché tutte le attività operative di supporto alla gestione interna aziendale;

- La consulenza aziendale, commerciale, di marketing, finanziaria, produttiva ed organizzativa;

- I servizi di auditing di particolari funzioni interni ed esterni alle aziende;

- Lo studio, la progettazione e la realizzazione di applicazioni su sistemi informatici, la consulenza e la formazione informatica;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di mobili, arredi, impianti ufficio, macchine ed apparecchi per l'elaborazione dei dati, per l'organizzazione di strutture gestionali sia per conto proprio che di terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di mobili, arredi, impianti, macchine, fabbricati industriali e commerciali, e altri immobili industriali e commerciali e la loro locazione a terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di immobili di civile abitazione e la loro locazione a terzi, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- L'organizzazione, sia per conto proprio che di terzi, di servizi di residence;

- L'acquisto, l'assunzione in locazione, di autovetture e autoveicoli, nonché il noleggio dei medesimi, con o senza conducente, con espressa esclusione di ogni e qualsiasi operazione di locazione finanziaria attiva;

- La ricerca, lo sviluppo, e la raccolta di informazioni del mercato in generale ivi compresa l'analisi dei dati acquisiti;

- Lo studio e la realizzazione di piani commerciali, di marketing, finanziari e produttivi, nonché, più in generale, di business plan;

- L'individuazione e la elaborazione di iniziative di comunicazione, di pubbliche relazioni e di promozione aziendale;

- Lo studio, la realizzazione e la diffusione di materiale pubblicitario di ogni tipo, ivi compresa la gestione di tutti i collaboratori di cui si riterrà opportuno avvalersi, nonché esecuzioni di disegni, fotocomposizioni e quant'altro occorra alla realizzazione di opere grafiche in genere;

- La gestione di convention, meeting e fiere con la predisposizione dei progetti, degli allestimenti e delle comunicazioni connesse;

- Le inchieste di mercato, valutazione costi/benefici nei servizi aziendali e di intermediazione commerciale e relativa alla gestione amministrativa;

- La creazione, la registrazione, la diffusione, la gestione e la consulenza relative ai marchi di fabbrica, commerciali e di design industriale;

- La progettazione, realizzazione e gestione delle spedizioni, trasporti e dell'attività logistica in genere e di qualsiasi attività connessa, sia per conto proprio che per terzi,

In relazione a tale oggetto, la società potrà anche acquisire, a scopo di investimento e non di collocamento, partecipazioni sociali e curare il coordinamento tecnico finanziario delle società partecipate, o comunque collegate.

Per il raggiungimento dei suoi scopi, la società potrà prestare garanzie reali o personali anche per obbligazioni di terzi, nonché acquistare e vendere immobili in genere ed effettuare la gestione di immobili propri. Potrà infine compiere tutte le operazioni mobiliari, immobiliari, commerciali, industriali e finanziarie ritenute dall'organo amministrativo necessarie od utili per il conseguimento degli obiettivi sociali. Il tutto con espressa esclusione di ogni attività finanziaria nei confronti del pubblico.

Art. 1.4. Durata. La durata della Società viene fissata fino al 2050 e potrà essere prorogata per decisione dell'Assemblea dei soci. In assenza di questo, essa sarà automaticamente prorogata a tempo indeterminato, preservando il diritto di abbandono dei soci, in ogni momento, con un preavviso di dodici mesi.

2. Capitale sociale e Quote, Recesso ed esclusione

Art. 2.1. Capitale. Il capitale sociale sottoscritto è di euro 2.161.900,00 ed è diviso in quote, ai sensi dell'art 2468 c.c..

Il capitale sociale può essere liberato mediante conferimenti eseguiti in denaro, con compensazione di debiti liquidi ed esigibili della Società, oppure con apporti in natura di crediti e beni; è possibile inoltre conferire tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica.

Le quote di capitale assegnate ai soci per le prestazioni d'opera di servizio a favore della Società devono essere garantite da una polizza d'assicurazione o da una fidejussione bancaria o dal versamento, a titolo di cauzione, del corrispondente importo in denaro.

La Società può rilasciare certificati di quota aventi solamente valore probatorio o documentale.

Art. 2.2. Quote. Le quote sono nominative e conferiscono ai loro possessori i diritti sociali in misura proporzionale alla partecipazione posseduta da ciascuno. Nel caso di comproprietà di una partecipazione, i diritti dei comproprietari devono essere esercitati da un rappresentante comune.

I soggetti che esercitano attività in concorrenza o in conflitto d'interessi con la Società non possono essere titolari di quote o di diritti d'opzione, salvo espressa autorizzazione da parte dei soci.

Art. 2.3. Trasferimento delle quote. Qualora un socio intenda trasferire tutta o una parte della sua quota, dovrà preventivamente interpellare per iscritto gli altri soci, indicando la quota offerta, la natura del trasferimento, il nominativo al quale intende trasferirla ed il prezzo offerto oppure, in mancanza, il valore della quota stimato dalla parte offerente.

Qualora gli altri soci, entro venti giorni dal ricevimento di detta comunicazione, non manifestino il loro interesse all'acquisto o comunicassero la loro mancanza d'interesse, il socio offerente sarà libero di trasferire tutta la (ma non parte della) quota offerta, purchè ad un prezzo non inferiore ed a condizioni non diverse da quelle precisate nella citata comunicazione. Ove il trasferimento non venga perfezionato entro sessanta giorni, la quota sarà nuovamente soggetta alle disposizioni di cui sopra.

Nel caso in cui l'offerta venga accettata da più soci, le quote verranno attribuite ad essi in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale della società.

Qualora i soci, nel suddetto termine di venti giorni, informino l'offerente di essere interessati all'acquisto della quota, la valutazione di questa, in mancanza di accordo fra le parti, sarà effettuata da una società di auditing, indicata fin d'ora nella società Prauditing S.r.l. . In caso di impossibilità o impedimento di questa, la valutazione verrà rimessa ad un soggetto terzo nominato dal Presidente della Camera del Commercio di Milano, su istanza della parte più diligente.

Il valore della quota sarà stabilito, in via definitiva ed inappellabile, sulla base del valore a libro (cd. "book value") della Società, secondo i principi contabili ed amministrativi accettati, con riferimento alla data di accettazione dell'incarico.

Le spese di auditing verranno ripartite in pari misura fra i soci interessati.

La valutazione dovrà essere comunicata contemporaneamente ai soci interessati. Il socio offerente - venditore, entro sei giorni da tale comunicazione, potrà recedere dall'offerta senza oneri nè costi (eccezion fatta per le spese di auditing), indipendentemente dalla decisione degli altri soci interessati.

I soci interessati, qualora l'offerente non abbia manifestato la volontà di recedere, entro venti giorni dalla comunicazione sopra citata, potranno:

a. informare l'offerente che non intendono acquistare la quota; in tal caso, l'offerente sarà libero di trasferire tutta la quota (non frazionata) al prezzo più alto fra quello risultante dall'offerta di vendita e quello valutato in sede di auditing, ed alle condizioni di pagamento indicate nella suddetta comunicazione. Ove il trasferimento non venga perfezionato entro sessanta giorni dalla comunicazione dei soci di non voler acquistare, la quota tornerà ad essere soggetta al diritto di prelazione regolato dal presente articolo, e l'intera procedura dovrà, all'occorrenza, essere riattivata;

b. informare l'offerente che intendono acquistare la quota; in questo caso i soci interessati saranno tenuti ad acquistare per contanti al prezzo valutato in sede di auditing.

La mancanza di una risposta positiva entro i venti giorni successivi equivale alla dichiarazione di non voler acquistare.

La prelazione si applica anche nel caso in cui il socio intenda trasferire a titolo gratuito o senza corrispettivo, permutare o altrimenti disporre della quota, anche per transazione, cessione di azienda o cessione di beni, apporto a società di capitale o di persone, assegnazione in sede di liquidazione o per altre operazioni o atti che comunque comportino trasferimenti di proprietà o di usufrutto o attribuzione di diritti.

In tutti tali casi, a fronte della comunicazione di uno o più soci di voler esercitare la prelazione, si applicherà la regolamentazione sopra citata (salvo quanto previsto nel caso in cui uno o più soci interessati abbiano successivamente comunicato all'offerente l'intenzione di non acquistare la quota; disposizione che dovrà essere ovviamente adattata alla natura del trasferimento in questione).

Il diritto di prelazione previsto nel presente articolo, nei modi ed alle condizioni ivi indicati (con la sola eccezione dei termini, da intendersi tutti ridotti alla metà), è attribuito a ciascun socio per l'ipotesi in cui gli altri non intendano avvalersi del diritto di opzione spettante loro per la sottoscrizione di quote emesse in sede di aumento di capitale, ma intendano trasferire detto diritto.

In caso di morte di uno dei soci, agli altri soci spetterà un diritto d'opzione per l'acquisto delle quote e/o dei diritti d'opzione del socio defunto, da esercitarsi secondo le modalità e le condizioni previste nel presente articolo (ed al prezzo stabilito all'esito della procedura di auditing), dandone comunicazione a mezzo lettera raccomandata con ricevuta di ritorno agli eredi e/o ai legatari del socio defunto, entro sessanta giorni dall'apertura della successione.

Nel caso in cui questo diritto d'opzione non venga esercitato da alcuno dei soci, gli eredi del socio defunto acquisteranno validamente.

Art. 2.4. Obblighi sulle quote. Tranne il caso di esercizio del diritto di prelazione previsto dal precedente punto 2.3, le partecipazioni non possono essere sottoposte a pegno o ad usufrutto senza l'autorizzazione dei soci, espressa a norma del successivo articolo 3.

Nel caso di pegno o usufrutto della partecipazione, il diritto di voto spetta al socio.

Nel caso di pegno, usufrutto o sequestro, il diritto agli utili ed il diritto d'opzione spettano al socio.

Art. 2.5. Variazioni del capitale. Il capitale sociale può essere aumentato, con delibera dell'Assemblea dei soci, anche mediante l'emissione di quote aventi tuttavia diritti diversi da quelle già in circolazione.

La decisione di aumentare il capitale non potrà essere attuata fino a quando non siano stati integralmente eseguiti i conferimenti precedentemente dovuti.

Nel caso di aumento del capitale mediante nuovi conferimenti, ai soci spetta il diritto di opzione in proporzione alle loro quote di partecipazione, da esercitarsi entro trenta giorni dalla delibera di aumento.

Ai soci è attribuita la facoltà di prevedere espressamente, nella decisione di aumento, che lo stesso venga attuato anche mediante offerta delle quote di nuova emissione a terzi, salvo nel caso indicato all'art. 2482-ter c.c.

Nel caso di rinuncia al diritto di opzione da parte di uno o più soci, questo diritto si consoliderà a favore degli altri soci che intendano esercitare tale diritto, in proporzione alle loro quote di partecipazione.

Art. 2.6. Versamenti e Finanziamenti dei soci. I soci potranno provvedere al fabbisogno finanziario della società mediante versamenti sotto qualunque forma (come versamenti in conto futuro aumento di capitale, in conto capitale, senza diritto alla restituzione degli importi versati, a copertura delle perdite).

Il rimborso dei finanziamenti sarà postergato rispetto al soddisfacimento degli altri creditori.

Art. 2.7. Titoli di debito. La società può emettere titoli di debito per un ammontare non superiore al doppio dei propri mezzi risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

La decisione di emettere titoli di debito dovrà essere presa dai soci, che stabiliranno le modalità di emissione; in seguito, tali modalità potranno essere modificate solo con il consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, calcolata per quote.

I titoli emessi potranno essere sottoscritti solo da investitori professionali, soggetti a vigilanza prudenziale a norma delle leggi speciali; questi, in caso di successiva circolazione, saranno responsabili dell'insolvenza della Società nei confronti degli acquirenti, che non siano investitori professionali oppure soci della Società.

I titoli di debito non potranno essere imputati a capitale.

La decisione di emettere dei titoli di debito dovrà essere iscritta nel Registro delle Imprese.

Art. 2.8. Recesso. Il diritto di recesso, ai sensi dell'art. 2473 c.c., potrà essere esercitato nei casi seguenti:

- cambiamento dell'oggetto sociale o del tipo di Società;
- fusione e scissione;
- trasferimento della sede legale all'estero;
- durata della società a tempo indeterminato;
- modifiche dei diritti attribuiti ai soci, concernenti l'amministrazione della Società o la distribuzione degli utili;
- revoca dello stato di liquidazione;
- aumento di capitale con offerta a terzi delle quote di nuova emissione.

Il diritto di recesso potrà essere esercitato dai soci che non abbiano preso parte alle deliberazioni che lo determinino, con un preavviso di sei mesi, a mezzo lettera raccomandata, che dovrà pervenire alla società entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della delibera che lo legittima (o, se il fatto che lo legittima è diverso da una delibera, entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio), con l'indicazione della quota di partecipazione per la quale si esercita il diritto di recesso.

Il recesso non potrà essere esercitato, o se esercitato sarà privato di ogni efficacia, allorché la Società revochi la delibera che lo legittima o quando sia deliberato lo scioglimento della Società.

Il rimborso delle quote dovrà essere effettuato ad un prezzo che non potrà essere inferiore al valore venale corrente delle quote in circolazione, determinato tenendo conto, con equo apprezzamento, della situazione patrimoniale della Società, delle plusvalenze latenti, dei valori immateriali, della redditività e della posizione nel mercato. In caso di disaccordo, la determinazione verrà effettuata tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale, su richiesta della parte più diligente. Il rimborso dovrà essere eseguito tramite l'acquisto proporzionale delle quote da parte degli altri soci o, mancando questo, da un terzo previo consenso espresso dai soci, o ancora per riduzione del capitale sociale. Qualora i mezzi della Società non rendano possibile il rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale, la società sarà messa in liquidazione.

Art. 2.9. Esclusione. L'esclusione del socio potrà essere deliberata ai sensi dell'art. 2473 bis c.c., nei casi seguenti:

- venir meno, per un qualunque motivo, delle opere e dei servizi prestati e/o della garanzia prestata;
- condanna con sentenza irrevocabile alla reclusione per un periodo di tempo superiore ai cinque anni;
- fallimento, interdizione, inabilitazione;
- svolgimento, anche temporaneo, di attività in conflitto di interessi con la società.

3. Decisioni dei Soci

Art. 3.1. Competenze dei soci. Le decisioni concernenti gli argomenti che seguono sono di competenza esclusiva dei soci:

- approvazione del bilancio e distribuzione degli utili;
- nomina e revoca degli amministratori, designazione del Presidente e del Vice-Presidente del Consiglio di Amministrazione;
- nomina e revoca del Collegio Sindacale, del relativo Presidente e del revisore, se previsti;
- determinazione dei compensi degli organi amministrativi e di controllo;
- nomina e revoca dei liquidatori;
- modifiche dello statuto;
- emissione di titoli di debito;
- autorizzazione preliminare al Consiglio d'Amministrazione per gli atti previsti dallo statuto;
- compimento di operazioni comportanti una modifica sostanziale dell'oggetto sociale o un'importante modifica dei diritti dei soci.

I soci, aventi diritto di voto, hanno il diritto di partecipazione alla decisione.

Art. 3.2. Convocazione dell'Assemblea. L'Assemblea dei soci è convocata dal Presidente o dal Vice-Presidente, anche al di fuori della sede della Società, a mezzo lettera raccomandata spedita al domicilio dei soci almeno otto giorni antecedenti il termine fissato per l'adunanza. L'invio a mezzo telefax o posta elettronica possono sostituire la lettera raccomandata, purché assicurino la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare.

Nella convocazione devono essere indicati il luogo, il giorno e l'ora dell'adunanza, come anche l'elenco delle materie da trattare.

L'Assemblea dei soci è validamente costituita, anche se non siano state rispettate le formalità di convocazione sopra citate, quando vi sia la partecipazione dell'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, siano presenti o almeno informati, e nessuno si opponga alla trattazione degli argomenti.

L'Assemblea deve essere convocata (e in ogni caso la decisione dei soci deve essere sollecitata) immediatamente, quando essa sia richiesta da tanti soci, che rappresentino almeno il decimo del capitale sociale e nella domanda siano indicati gli argomenti da trattare.

Art. 3.3. Partecipazione all'Assemblea. Il socio può farsi rappresentare liberamente in Assemblea. La regolarità della delega sarà accertata dal Presidente dell'Assemblea.

Le adunanze dell'Assemblea possono essere validamente tenute in video/audioconferenza o in audio-conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati agevolmente dal Presidente e da tutti gli altri partecipanti, permettendo loro di seguire la discussione e di intervenire in tempo reale nella trattazione degli argomenti discussi, rendendo altresì possibile lo scambio dei documenti relativi a tali argomenti e che di tutto quanto sopra venga dato atto nel relativo verbale. Verificandosi tali presupposti, l'adunanza si considera tenuta nel luogo in cui si trova il Presidente (e dove deve essere presente anche il segretario) o il notaio.

Il voto potrà essere espresso anche per corrispondenza, mediante formulario che dovrà essere restituito alla Società, in busta chiusa, almeno due giorni prima della data dell'adunanza; la busta potrà essere aperta dal Presidente solamente nel corso dell'adunanza, dopo che sarà stato espresso il voto dai soci presenti. Colui che esprime il voto per corrispondenza si considera realmente intervenuto all'Assemblea.

Art. 3.4. Presidenza dell'Assemblea, Verbale. L'Assemblea dei soci è presieduta dal Presidente del Consiglio d'Amministrazione o, in caso di assenza o impedimento di questi, dal Vice-Presidente o ancora, in caso di assenza o impedimento di quest'ultimo, dalla persona designata con la maggioranza assoluta del capitale presente. Il Presidente detiene pieni poteri per accertare il diritto dei soci a partecipare all'Assemblea, personalmente o per delega, per verificare se l'Assemblea sia regolarmente costituita e possa deliberare, per stabilire le modalità di votazione, per regolare la discussione sugli argomenti all'ordine del giorno. Le deliberazioni dell'Assemblea devono constare da un verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario. Se l'Assemblea dovesse deliberare su una modifica dell'atto costitutivo, il verbale dovrà essere redatto da un notaio. Nel verbale debbono essere riassunte, su richiesta, le dichiarazioni dei soci.

Art. 3.5. Deliberazioni dell'Assemblea. L'Assemblea è validamente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentano la maggioranza del capitale sociale e delibera con la maggioranza assoluta del capitale presente; nei casi previsti dai punti 4 e 5 dell'art. 2479, capoverso 2°, c.c., essa delibera con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Art. 3.6. Decisione per consultazione o consenso scritti. Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto dai soci. La consultazione o il consenso di cui sopra possono anche essere espressi per telefax o a mezzo posta elettronica e la firma dei documenti può essere fatta in forma digitale.

Se si decide di adottare il sistema della consultazione scritta, si dovrà redigere un apposito documento, dal quale risulti con chiarezza:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci dissenzienti o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo del dissenso o dell'astensione;
- la sottoscrizione di tutti i soci, anche se in disaccordo o astenuti.

Scegliendo il sistema del consenso espresso in forma scritta, si dovrà redigere un apposito documento, che riporti chiaramente:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione.

Una copia del documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, in cui dovranno esprimere il loro voto favorevole o contrario, o, ancora, l'astensione, indicando, qualora sia ritenuto opportuno, la motivazione della loro contrarietà o della loro astensione; la mancanza di dichiarazione entro detto termine equivale a voto contrario.

Nelle ipotesi previste dal presente articolo, le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno la maggioranza del capitale sociale.

Sono il Presidente o il Vice-Presidente del Consiglio d'Amministrazione che determineranno, di volta in volta, la scelta del metodo (consultazione o consenso). La consultazione e il consenso espressi in forma scritta non sono ammessi per le decisioni riguardanti i punti 4 e 5 dell'art. 2479, capoverso 2°, c.c. o quando la deliberazione assembleare sia richiesta da uno o più amministratori oppure da un numero di soci che rappresentino almeno un terzo del capitale sociale.

Art. 3.7. Impugnazione delle decisioni dei soci. Le decisioni dei soci contrarie alla legge o all'atto costitutivo possono essere impugnate dai soci che non le abbiano approvate, da ciascun amministratore e dal Collegio Sindacale entro il termine di novanta giorni dalla trascrizione delle decisioni dei soci nel libro. Le decisioni aventi un oggetto illecito o impossibile e quelle prese in assoluta assenza di informazione possono essere impugnate da chiunque vi abbia interesse entro tre anni dalla loro trascrizione nel libro dei soci. Le deliberazioni che modificano l'oggetto sociale, prevedendo attività impossibili o illecite, possono essere impugnate senza limiti di tempo.

Le decisioni prese dai soci, che abbiano per conto proprio o per conto terzi un interesse in conflitto con quello della Società, possono essere impugnate nel caso in cui esse possano danneggiare la Società.

4. Organo amministrativo

Art. 4.1. Consiglio di Amministrazione. La Società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione, composto anche da non soci, nominati dai soci, che ne determinano di volta in volta il numero (compreso fra tre e venti).

Gli amministratori restano in carica a tempo indeterminato e possono essere revocati in ogni momento dai soci, con un preavviso di tre mesi; qualora detto termine di preavviso non venga rispettato, l'amministratore revocato avrà diritto

ad un indennizzo, il cui importo sarà pari all'emolumento per il periodo di preavviso non goduto. Nel caso di sussistenza di una giusta causa di revoca, non saranno dovuti né preavviso né indennizzo.

Non possono essere nominati amministratori, e, se nominati, decadono dal loro ufficio, le persone qui di seguito elencate:

- le persone giuridiche;
- l'interdetto, l'inabilitato, il fallito, o chi è stato condannato ad una pena che importa l'interdizione dalle cariche pubbliche;
- la persona che rivesta la qualità di socio (anche occulto) o amministratore (anche di fatto) in società concorrenti o, comunque, svolge una attività concorrente (con qualsiasi ruolo) per proprio conto o di terzi, salvo preventiva autorizzazione da parte dei soci.

Qualora non vi abbiano provveduto i soci, il Consiglio d'Amministrazione designa, tra i propri componenti, il Presidente e il vice-Presidente.

Il Consiglio di Amministrazione può delegare una parte delle sue attribuzioni ad un Comitato Esecutivo, composto da alcuni dei suoi componenti, oppure da uno o più dei suoi componenti.

Il Consiglio d'Amministrazione può impartire sempre direttive agli organi delegati e avocare a sé operazioni che rientrano nella delega.

Il compimento degli atti indicati nell'art. 2381, capoverso 4°, c.c. non può essere oggetto di delega.

Art. 4.2. Responsabilità degli amministratori. Gli amministratori sono solidalmente responsabili verso la Società per i danni derivanti dall'inosservanza dei doveri loro imposti dalla legge e dallo statuto, ad eccezione degli amministratori che dimostrino di essere esenti da colpa ed, essendo a cognizione che l'atto si stava per compiere, abbiano fatto constare il loro dissenso.

Gli amministratori sono anche responsabili verso i soci e le terze persone direttamente danneggiate dai loro atti colposi o dolosi.

Con gli amministratori sono altresì solidalmente responsabili i soci che hanno deciso intenzionalmente o autorizzato il compimento di atti dannosi per la Società, i soci o i terzi.

Art. 4.3. Cessazione dell'attività degli amministratori, Decadenza del Consiglio d'Amministrazione. Se, nel corso dell'esercizio, vengono a mancare uno o più amministratori, il Consiglio d'Amministrazione, con il parere favorevole del Collegio Sindacale, se esistente, provvede temporaneamente alla loro sostituzione. Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla decisione dei soci, che devono confermare la nomina ovvero procedere ad una nuova designazione. Gli amministratori così nominati restano in carica per il tempo in cui avrebbero dovuto rimanervi gli amministratori che essi hanno sostituito.

Se, per una qualsiasi causa, vengono a mancare il Presidente ovvero la maggioranza degli amministratori, automaticamente tutto il Consiglio d'Amministrazione decade e gli amministratori rimasti in carica sottoporranno alla decisione dei soci la nomina del nuovo Consiglio.

Art. 4.4. Riunioni e delibere del Consiglio d'Amministrazione. Il Consiglio d'Amministrazione si riunisce nel luogo indicato nell'avviso di convocazione tutte le volte in cui il Presidente o il Vice-

Presidente lo reputino necessario, o quando la convocazione sia richiesta almeno da un terzo dei suoi membri.

La convocazione viene effettuata dal Presidente o dal vice-Presidente a mezzo lettera raccomandata, spedita almeno otto giorni antecedenti l'adunanza. Il telefax o la posta elettronica possono sostituire la lettera raccomandata, purché questi mezzi siano in grado di garantire ugualmente la tempestiva informazione sugli argomenti da trattare.

Il Consiglio, in ogni caso, è validamente costituito anche nel caso in cui non siano rispettate le formalità sopra elencate, purché siano presenti tutti gli amministratori e l'intero Collegio Sindacale, se nominato, e nessuno si opponga alle tematiche da trattare.

Le riunioni del Consiglio d'Amministrazione potranno essere tenute validamente in video/audio-conferenza o in audio-conferenza, a condizione che tutti i partecipanti possano essere identificati dal presidente e da tutti gli altri partecipanti, che sia data loro la possibilità di intervenire in tempo reale nello svolgimento della discussione, come pure che sia reso possibile uno scambio di documenti relativi a detta discussione e che tutto ciò che è stato discusso sia redatto in un corrispondente verbale. Verificandosi tali condizioni, la riunione del Consiglio è considerata tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente ed il segretario della riunione, se nominato.

L'amministratore che, in una determinata operazione della Società, potesse avere un interesse, per proprio conto o per conto terzi, ne deve dare comunicazione agli altri amministratori ed al Collegio Sindacale, se esistente, ed astenersi dall'esercizio dei poteri eventualmente a lui delegati.

Le adunanze del Consiglio sono presiedute dal Presidente o, in caso di assenza o impedimento, dal Vice-Presidente o ancora, in caso di assenza o impedimento anche di quest'ultimo, dal consigliere più anziano d'età.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica; le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta dei presenti.

In caso di parità di voti, prevarrà il voto del soggetto che presiede l'adunanza.

Art. 4.5. Poteri del Consiglio. Il Consiglio d'Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione della Società, essendo demandati ad esso la responsabilità della gestione dell'azienda ed il compimento di tutti gli atti finalizzati alla realizzazione dell'oggetto sociale, escludendo quei poteri che la legge e lo statuto riservano inderogabilmente ai soci.

Dovrà essere preventivamente autorizzato con decisione dei soci il compimento degli atti qui di seguito elencati:

- l'acquisizione o l'alienazione di diritti reali immobiliari reali;
- la concessione di garanzie reali o personali a favore di terzi;
- l'acquisto, la cessione, la concessione o l'assunzione in usufrutto o in locazione dell'azienda o di rami d'azienda;
- la costituzione di società, consorzi, enti collettivi di ogni genere;
- l'assunzione o la cessione di partecipazioni in società, consorzi, enti collettivi di ogni genere;
- la stipulazione di prestiti, mutui, finanziamenti, affidamenti bancari, ciascuno per un importo eccedente i 10.000.000,00 di EURO;
- la stipulazione, il rinnovo, la modifica, la risoluzione di qualsiasi accordo (che si differenzi da quelli che riguardano la gestione corrente della società), che abbia una durata, sia iniziale sia a seguito di rinnovo, uguale o superiore a 30 anni e/ o valore superiore a 10.000.000,00 di EURO.

Art. 4.6. Decisioni per consultazione o consenso in forma scritta. Le decisioni del Consiglio d'Amministrazione possono essere assunte mediante consultazione in forma scritta o sulla base del consenso espresso in forma scritta, a condizione che dai documenti firmati risultino chiaramente l'argomento oggetto della decisione e il consenso alla stessa. La consultazione o il consenso sopra citati possono anche essere espressi per telefax o a mezzo posta elettronica e la firma dei documenti può essere apposta in forma digitale.

Qualora venga scelto il sistema della consultazione scritta, si dovrà redigere un apposito documento, che attesti in modo preciso e chiaro i seguenti punti:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione;
- l'indicazione dei consiglieri consenzienti;
- l'indicazione dei consiglieri dissenzienti o astenuti e, su richiesta degli stessi, l'indicazione della motivazione del dissenso o dell'astensione;
- la firma di tutti i consiglieri, anche se in disaccordo o astenuti;

Nel caso in cui si opti per il sistema del consenso in forma scritta, si dovrà redigere un corrispondente documento, che dovrà indicare:

- l'argomento oggetto della decisione;
- il contenuto della decisione.

Una copia del documento dovrà essere inviata a tutti i consiglieri, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla Società apposita dichiarazione scritta in basso alla copia del documento ricevuta, in cui essi dovranno esprimere il loro proprio voto favorevole o contrario, oppure dichiarare la loro astensione, indicando, se opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; l'assenza di dichiarazione entro i citati termini equivale a voto contrario.

La scelta del metodo (consultazione o consenso) spetta di volta in volta al Presidente o al Vice-Presidente.

La consultazione o il consenso in forma scritta non sono ammessi, allorché la decisione si riferisca ad atti previsti all'art. 2381, capoverso 4°, c.c. o agli atti che devono essere autorizzati in via preliminare dai soci ai sensi del punto 4.5.

Art. 4.7. Impugnazione delle delibere del Consiglio d'Amministrazione. Le decisioni assunte dal Consiglio d'Amministrazione con il voto determinante di un amministratore in conflitto d'interessi con la Società, qualora possano arrecare un danno a questa, possono essere impugnate entro novanta giorni da parte degli amministratori assenti o in disaccordo e, se esistenti, dagli organi di controllo.

Art. 4.8. Rappresentanza. La firma e la rappresentanza sociale nei confronti di terzi e in giudizio spettano, a titolo generale e disgiuntamente, al Presidente, al vice-Presidente, ed anche agli Amministratori delegati nell'ambito delle rispettive deleghe.

Per gli atti che devono essere preliminarmente autorizzati dai soci, ai sensi del precedente punto 4.5, si impone la firma del Presidente, accompagnata da quella di un altro consigliere.

Art. 4.9. Compensi. Il compenso annuale complessivamente spettante al Consiglio di Amministrazione (incluso il compenso per gli amministratori investiti di cariche speciali) viene stabilito dai soci al momento della nomina; le modalità di ripartizione sono determinate dal Consiglio.

Il compenso spettante agli amministratori può essere costituito, totalmente o in parte, da una partecipazione agli utili.

Art. 4.10. Direttori generali. Il Consiglio d'Amministrazione può nominare direttori generali determinandone i poteri (anche di rappresentanza) come anche il loro compenso.

Le disposizioni che regolano la responsabilità degli amministratori si applicano anche ai direttori generali.

5. Attività di controllo

Art. 5.1. Controllo dei soci. I soci che non partecipano all'amministrazione hanno il diritto di ricevere da parte degli amministratori delle informazioni sullo svolgimento degli affari della società e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri della società e i documenti relativi all'amministrazione.

Art. 5.2. Controllo legale dei conti. Quale organo di controllo, i soci possono nominare a loro scelta:

- un Collegio Sindacale, che opererà ai sensi del successivo punto 4.3;
- un revisore, che opererà ai sensi del successivo punto 4.4.

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria in presenza delle condizioni previste dall'art. 2477 c.c..

Art. 5.3. Il Collegio Sindacale. Il Collegio sindacale è formato da tre membri effettivi e da due supplenti.

Il Collegio Sindacale resta in carica per tre esercizi e scade alla data di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. I sindaci possono essere rieletti.

I soggetti che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c. non possono essere nominati alla carica di sindaco e, se nominati, decadono dal loro ufficio.

La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto a partire dal momento in cui il Collegio è stato ricostituito.

In caso di decesso, rinuncia o decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci, la quale dovrà provvedere alla nomina dei sindaci effettivi e supplenti necessari per l'integrazione del Collegio. I sindaci, così nominati, scadono con quelli in carica.

Il Collegio Sindacale detiene i doveri e i poteri di cui agli art. 2403 e 2403bis c.c. ed esercita il controllo contabile; conseguentemente, il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da revisori contabili, iscritti nel Registro presso il Ministero della giustizia.

Per tutto ciò che non viene espressamente previsto dal presente statuto, si applicano le disposizioni degli art. 2397 e successivi c.c.

Art. 5.4. Revisore contabile. In alternativa al Collegio Sindacale (quando la sua nomina non sia obbligatoria per legge), i soci possono affidare il controllo contabile ad un revisore contabile iscritto nel Registro presso il Ministero della Giustizia.

I soggetti che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 2399 c.c., non possono essere nominati quali revisore contabili, e, se nominati, decadono dal loro ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi e scadrà alla data di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

Il revisore contabile adempie le funzioni di cui all'art. 2409ter c.c.; vengono inoltre applicate le disposizioni dell'art. 2409sexies ce.

6. Bilancio ed utili

Art. 6.1. Esercizio sociale. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ogni esercizio, il Consiglio d'Amministrazione procede alla redazione del bilancio ai sensi di legge.

Il bilancio viene presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, ovvero entro centoottanta giorni nel caso in cui alla Società si imponga un bilancio consolidato o quando lo richiedano particolari esigenze derivanti dalla struttura e dall'oggetto della Società.

Il bilancio, approvato dai soci, deve essere depositato presso l'Ufficio del Registro delle Imprese entro trenta giorni dall'approvazione, con l'elenco dei soci e degli altri titolari di diritti sulle partecipazioni.

Art. 6.2. Utili. Gli utili netti, dedotta la quota da destinarsi a riserva legale, saranno distribuiti ai soci, salvo diversa decisione dei soci stessi. In ogni caso la distribuzione ai soci sarà proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta.

I soci possono decidere la distribuzione di somme prelevate dalle riserve disponibili, indicando le poste utilizzate. La distribuzione degli utili sarà possibile solo dopo la copertura delle perdite riportate a nuovo e/o il ripristino dei limiti di capitale per i titoli di debito in circolazione.

Se si verifica una perdita di capitale, la distribuzione degli utili non può aver luogo fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura corrispondente.

Il pagamento degli utili sarà effettuato presso la sede sociale, nel termine fissato dal Consiglio d'Amministrazione.

7. Scioglimento e Liquidazione

Art. 7.1. Scioglimento. In presenza di una delle cause previste dall'art. 2484 c.c., lo scioglimento della Società sarà deciso dai soci, che stabiliranno:

- il numero e le regole, che determinano l'attività del collegio in caso di una pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, precisando quelli che devono occuparsi della rappresentanza della Società;
- i criteri secondo i quali deve svolgersi la liquidazione ed i poteri dei liquidatori.

Si applicano le disposizioni di cui all'art. 2484 c.c. e successivi.

8. Clausola compromissoria

Qualsiasi controversia relativa ai rapporti sociali, escluse quelle che, ai sensi di legge, non possono costituire oggetto di compromesso, sarà deferita ad un Collegio Arbitrale, costituito da tre membri.

Rientrano nell'ambito d'applicazione della presente clausola le controversie che vedano contrapposti:

- i soci, da una parte, altri soci o la Società o gli amministratori, i sindaci, i liquidatori, dall'altra;
- la Società, da una parte, e gli amministratori, i sindaci e i liquidatori, dall'altra;
- gli amministratori, i sindaci ed i liquidatori tra loro.

Tutti gli arbitri saranno nominati dal Presidente del Tribunale di Milano, su richiesta della parte più diligente.

La parte che intende proporre l'arbitrato dovrà notificare all'altra/alle altre parti la domanda di arbitrato, contenente l'esposizione sommaria delle motivazioni che intende far valere. Se la domanda è proposta dalla Società o nei confronti di questa, essa dovrà essere depositata presso il Registro delle Imprese.

Entro venti giorni dalla notifica della domanda di arbitrato, ognuna delle parti (parte notificante e notificata) potrà presentare istanza al Presidente del Tribunale di Milano per la nomina degli arbitri.

Il procedimento si svolgerà nelle forme dell'arbitrato rituale secondo le norme del D. Lgs. Nr. 5/2003 e, per i punti ivi non previsti, dal Codice di Procedura Civile in vigore.

La sede dell'arbitrato sarà Milano.

Il Collegio Arbitrale deciderà secondo diritto.

9. Varie

Per tutto ciò che non è espressamente previsto del presente statuto si applicano le norme di legge in vigore."

A seguito del trasferimento della sede legale, sociale e amministrativa, nonché della sede della direzione effettiva, la Società ha e avrà un capitale sociale di due milioni centosessantunomila e novecento Euro (Euro 2.161.900,-), interamente versati, e l'unico socio della Società è e sarà la società Beauty Business Holding S.r.l., soggetto di diritto italiano, con sede in Milano, Italia, via Cesare Cantù, 1 e numero di iscrizione al Registro Imprese e codice fiscale 03546680962.

Delibera di cui al punto

5. Dell'ordine del giorno. L'Assemblea ha deciso di nominare quali Amministratori, fino alla revoca del mandato:

- Sig. Attilio Brambilla, nato a Vaprio d'Adda (MI), Italia, il 12/6/1961, residente in Vaprio D'Adda (MI), Via Grezzago 35, C.F. BRMTTL61H12L667L, con la carica di Vice-Presidente della Società;
- Sig. Roberto Franchina, nato a Dalmine (BG), Italia, l'8/4/1946, residente in Dalmine (BG), Viale Betelli 28, C.F. FRNRRT46D08D245E, con la carica di Presidente della Società.

L'Assemblea decide, inoltre, di nominare quali membri del Collegio Sindacale, per la durata di tre anni:

- Sig. Andrea Casarotti, nato a Vicenza, Italia, il 24/11/1961, residente in Vicenza, Via Donizetti 2, C.F. CSRNDR61S24L840M, iscritto all'Ordine dei Dottori Commercialisti di Vicenza il 26/1/1994, e con n. 112989 al Registro dei Revisori Contabili (D.M del 31/12/1999), quale Sindaco Effettivo e quale Presidente del Collegio Sindacale;
- Sig. Alessandro Ricci, nato a Viterbo (VT), Italia, il 23/8/1969, residente in Bologna, via Sante Vincenti 46/3, C.F. RCCLSN69M23M082Y, iscritto con n. 76630 al Registro dei Revisori Contabili, quale Sindaco Effettivo;
- Sig. Giuseppe Caldesi Valeri, nato a Padova (PD), Italia il 19/10/1976, residente in Padova (PD), via Santa Rosa n. 19, C.F. CLDGPP76R19G224S, iscritto all'Ordine dei Dottori Commercialisti di Padova il 5/2/2004, nr. 1109 e con n. 135179 al Registro dei Revisori Contabili, quale Sindaco Effettivo;
- Sig. Fabio Gallio, nato a Padova, Italia, il 26/9/1970, residente in Padova in Via Jacopone da Todi n. 5, C.F. GLLFBA70P26G224Q, iscritto all'Ordine dei Dottori Commercialisti di Padova e con n. 127178 al Registro dei Revisori Contabili, quale Sindaco Supplente; e
- Sig. Simone Furian, nato a Padova, Italia, il 7/8/1971, residente in Martellago (VE), Via Scarante 16, C.F. FRNSMN71M07G224S, e iscritto all'Ordine dei Dottori Commercialisti di Venezia e con n. 130510 al Registro dei Revisori Contabili, quale Sindaco Supplente.

Il Collegio Sindacale svolgerà anche il controllo contabile ai sensi dell'art. 2409-bis del Codice civile italiano ed il compenso sarà determinato secondo i minimi della Tariffa dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili.

Delibera di cui al punto

6. Dell'ordine del giorno. L'Assemblea delibera che tutte le precedenti delibere sono sospensivamente condizionate all'effettiva iscrizione della Società nel Registro Imprese italiano e alla conseguente cancellazione della Società dal Luxembourg Trade and Company's Register.

Delibera di cui al punto

7. Dell'ordine del giorno. Inoltre, l'Assemblea delibera di conferire mandato al Sig. Attilio Brambilla affinché personalmente dia esecuzione a quanto stabilito sopra.

In particolare l'Assemblea conferisce al Sig. Brambilla mandato affinché proceda al deposito di tutta la necessaria documentazione innanzi ad un Notaio italiano, completamente notarizzata e apostillata in base alla Convenzione dell'Aja 5/10/196, nonché il potere di porre in essere i cambiamenti necessari richiesti dalle Autorità competenti al fine della registrazione del presente atto nel Registro delle Imprese italiano, con la speciale approvazione nel caso in cui tale registrazione richieda più atti.

Delibera di cui al punto

8. Dell'ordine del giorno. L'Assemblea delibera inoltre che:

- ai sensi della normativa italiana e lussemburghese la data di efficacia del trasferimento della Società è la data di cancellazione della Società dal Luxembourg Trade and Company's Register;
- dalla data di efficacia del trasferimento (data della cancellazione dal Luxembourg Trade and Company's Register) inizierà un nuovo esercizio sociale per la Società che si concluderà il 31/12/2010.

Dichiarazione per le autorità fiscali

Il trasferimento della sede legale, sociale e amministrativa, nonché della sede della direzione effettiva della Società, dal Gran Ducato del Lussemburgo all'Italia, non realizza in alcun caso l'estinzione della Società nel Gran Ducato del Lussemburgo, né la costituzione di una nuova società in Italia in quanto la Società continuerà ad essere lo stesso soggetto di prima.

Ai sensi della disciplina fiscale lussemburghese, la Società deve redigere un bilancio, composto di stato patrimoniale e conto economico, per il periodo intercorrente dal primo giorno dell'esercizio sociale in corso fino alla data del trasferimento; nel modello di dichiarazione fiscale lussemburghese tutti i beni devono essere rilevati al loro Valore di mercato (Fair Market Value), e su tali valori saranno applicate le c.d. "exit taxes" in quanto il trasferimento è considerato ai soli fini fiscali un atto realizzativo.

La data di efficacia del trasferimento della Società è la data di cancellazione della Società dal Luxembourg Trade and Company's Register.

Null'altro essendovi da deliberare, l'Assemblea viene aggiornata.

Il Sottoscritto Notaio dichiara di comprendere e parlare la lingua inglese e di verbalizzare quanto qui rappresentato secondo le richieste dalle persone succitate; il presente atto è redatto in lingua inglese e successivamente tradotto in lingua francese e italiana.

Secondo quanto richiesto dalle persone succitate ed in caso di contrasti tra le diverse versioni del presente atto redatto in inglese, in francese ed in italiano, prevarrà la versione in inglese.

Al fine di adempiere a tutti gli obblighi richiesti dalle norme italiane, l'atto sarà provvisto dell'Apostil of La Haye.

Allegati:

1. certificato di residenza fiscale della Latin American Division S.A. rilasciato dall'Amministrazione finanziaria lussemburghese;
2. situazione patrimoniale alla data del 21 Aprile 2010.

Il presente atto pubblico è redatto in Echternach, nella data riportata all'inizio del presente documento.

Il documento è stato letto dalle persone, la cui identità è nota al Sottoscritto Notaio secondo il loro Cognome, Nome di battesimo, stato civile e residenza, e sottoscritto da Noi tutti, dal Notaio, in originale.

Signé: C. SCHOELLEN, A. ARMANO, P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 22 avril 2010. Relation: ECH/2010/568. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 avril 2010.

Référence de publication: 2010060830/1790.

(100060008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

BAEK SICAV FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 127.242.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010060803/10.

(100060028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

LAI SICAV-SIF S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 133.036.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010060806/10.

(100060026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

**Bimbo Hungria Zrt. Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger,
(anc. Brotadura Zrt. Luxembourg Branch).**

Adresse de la succursale: L-5365 Münsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 144.577.

Il résulte des résolutions de l'Associé Unique de Bimbo Hungria Zrt. en date du 28 décembre 2009 que l'actionnaire a pris les décisions suivantes:

1. Election du nouvel Administrateur de Bimbo Hungria Zrt. à compter du 28 décembre 2009:

Monsieur Victor Sakoda Correa, né le 8 septembre 1959 à Parral, Chihuahua au Mexique et ayant pour adresse Cazadores de Coquimbo 2860, 1^{er} étage, Oficina D. Munro, Vicente López, Buenos Aires, Argentine.

2. Démission de l'Administrateur suivant de Bimbo Hungria Zrt. à compter du 28 décembre 2009:

Monsieur Humberto Ramírez Corona, né le 23 mars 1961 à Chapala, Jal. au Mexique et ayant pour adresse Del Cruce Valencia, 400 mts, Zona Industrial Zeta, Módulo 1, CR - Heredia, au Costa Rica.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bimbo Hungria Zrt. Luxembourg Branch
(Anciennement Brotadura Zrt. Luxembourg Branch)
Jacob Mudde
Représentant permanent de la Succursale, by proxy
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2010060822/23.

(100060041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Abervale S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 109.427.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060819/10.

(100059988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

AXA Alternative Participations Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 46, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 94.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010060816/10.

(100060010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

AXA Alternative Participations Sicav I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 46, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 94.233.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010060815/10.

(100060012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Kainvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 125.728.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 29 avril 2010.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Jean SECKLER

Notaire

Référence de publication: 2010060210/14.

(100060525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

ICAP 2005 LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.705.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2010.

Référence de publication: 2010060211/10.

(100059892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Form & Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 144.714.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2010.

Référence de publication: 2010060221/10.

(100059890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

European Hotel Venture S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.271.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 avril 2010.

Référence de publication: 2010060222/10.

(100059885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Arcturus S.A., Société Anonyme.**Capital social: USD 2.000.000,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 62.978.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060223/11.

(100059501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Edison Investissements SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,**(anc. Financière de la Touche SPF S.A.).**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 151.773.

—
Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 58533 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010060224/11.

(100060519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Arcturus S.A., Société Anonyme.**Capital social: USD 2.000.000,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 62.978.

—
Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060226/11.

(100059500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

APCOA Finance Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 133.933.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2010.

Référence de publication: 2010060227/11.

(100060271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Doba S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3450 Dudelange, 28, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 94.316.

—
Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010060248/9.

(100059562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Carlogy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 135.816.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060265/10.

(100059042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

C.I.G.S. Trading s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 137.708.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060266/10.

(100059477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

C.I.G.S. Trading s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 137.708.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010060267/10.

(100059476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

SPP Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 149.381.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2010060250/13.

(100059886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Silverfleet First Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 114.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2010.

Référence de publication: 2010060255/11.

(100059981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

H.D.C. S.A., Hangzhou Development Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 132.681.

—
Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Bertrange le 21 janvier 2010 à 10.00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que les sociétés CRITERIA S.à.r.l., avec siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, le représentant Permanent étant Monsieur Gabriel JEAN né le 5 avril 1967 à Arlon (Belgique), domicilié professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange et PROCEDIA S.à.r.l., avec siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, la représentante permanente étant Madame Catherine DE WAELE, née le 25 avril 1966 à Charleroi (Belgique), demeurant professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange ont été nommés comme administrateurs supplémentaires. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée générale statutaire de 2013.

Le Conseil d'Administration se compose donc de la manière suivante:

- CRITERIA S.à.r.l dont le siège social est situé au 10B, rue des Mérovingiens, à L-8070 Bertrange, représentée par Monsieur Gabriel JEAN.

- PROCEDIA S.à.r.l dont le siège social est situé au 10B, rue des Mérovingiens, à L-8070 Bertrange, représentée par Madame Catherine DE WAELE.

- Monsieur Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens, à L-8070 Bertrange.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal du Conseil d'administration adopté à Bertrange en date du 21 janvier 2010

Il résulte dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, conformément à l'Article 60 de la loi sur les Sociétés Commerciales et à l'Article 12 des Statuts de la susdite société.

En qualité d'administrateur délégué, Monsieur Gabriel JEAN aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Il résulte également dudit procès-verbal, que Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été nommé en tant que Président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 10 des Statuts de la Société.

En qualité d'Administrateur-délégué et de Président, Monsieur Gabriel JEAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

Bertrange, le 21 janvier 2010.

Pour **HANGZHOU DEVELOPMENT COMPANY S.A.**

PROCEDIA S.à.r.l / CRITERIA S.à.r.l

Administrateur / Administrateur

Représentée par Mme Catherine DE WAELE / Représentée par M Gabriel JEAN

Représentante permanente / Représentant permanent

Référence de publication: 2010061436/39.

(100060564) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mai 2010.

Im Bruch Promotions S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 152.778.

—
STATUTS

L'an deux mille dix, le vingt-et-un avril.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée MJ-INVEST S. à r.l., ayant son siège social à L-6471 Echternach, 16-18 rue du Pont, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.207,

représentée par son gérant unique Monsieur Marco JUNK, administrateur de société, demeurant à D-54675 Mettendorf, 7b Gartenstrasse,

2.- La société à responsabilité limitée MAJO PARTICIPATIONS S.à r.l., avec siège social à L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 142.773,

représentée par son gérant Monsieur Mathias WICKLER, entrepreneur, demeurant à L-9161 Ingeldorf, 10, rue Prince Guillaume,

3.- Monsieur Serge WICKLER, employé privé, demeurant à L-7425 Obenthalt, Maison 3,

4.- Monsieur Alain WICKLER, employé privé, demeurant à L-9017 Ettelbruck, 35, rue um Boeschel.

Lesquelles personnes comparantes, présentes ou représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Il est formé par les présentes, par les personnes comparantes, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société a pour objet la promotion immobilière, plus spécialement l'étude et la promotion de toutes réalisations immobilières, ainsi que l'achat, la vente, l'échange d'immeubles bâtis et non bâtis, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, tant pour son compte que pour le compte de tiers, la prise à bail, la location de toutes propriétés immobilières avec ou sans promesse de vente, la gérance et l'administration ou l'exploitation de tous immeubles, ainsi que toutes opérations auxquelles les immeubles peuvent donner lieu.

La Société peut également s'intéresser par voie d'apport de cession ou de fusion à toutes autres sociétés ou entreprises similaires susceptibles de favoriser directement ou indirectement le développement des affaires.

De façon générale, la Société pourra réaliser toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de "IM BRUCH PROMOTIONS S. à r.l".

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune d'Erpeldange.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent quarante euros (EUR 12.540.-) divisé en huit cent trente-six (836) parts sociales de quinze euros (EUR 15.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance est autorisé à procéder aux paiements d'acomptes sur dividendes sous réserve que des comptes intermédiaires soient dressés montrant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants et dans les limites prévues par la loi.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 19. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 20. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée."

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2010.

Souscription et Libération:

Les parts sociales ont été souscrites et entièrement libérées comme suit:

- par la société MJ-INVEST S. à r.l., préqualifiée, deux cent neuf parts sociales	209
- par la société MAJO PARTICIPATIONS S.à r.l., préqualifiée, deux cent neuf parts sociales	209
- par Monsieur Serge WICKLER, préqualifié, deux cent neuf parts sociales	209
- par Monsieur Alain WICKLER, préqualifié, deux cent neuf parts sociales	<u>209</u>
Total: huit cent trente-six parts sociales	836

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent quarante euros (EUR 12.540.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Assemblée générale extraordinaire

Les personnes comparantes qualifiées ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constituées en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à quatre.
- 2.- a) Monsieur Marco JUNK, préqualifié, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée;
- b) Monsieur Mathias WICKLER, préqualifié, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée;
- c) Monsieur Serge WICKLER, préqualifié, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée;
- d) Monsieur Alain WICKLER, préqualifié, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée;
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux des quatre gérants prénommés.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-9099 Ingeldorf, 63, Zone Industrielle.

DONT ACTE, fait et passé à Ingeldorf, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signés le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Junk, M. Wickler, S. Wickler, A. Wickler, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 23 avril 2010. Relation: RED/2010/533. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 30 avril 2010.

Référence de publication: 2010062144/162.

(100061762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mai 2010.

Brock Enterprises S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 129.969.

Le bilan de la société au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le ...

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2010060209/13.

(100059332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Burglux S.A. Holding, Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 15.938.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 avril 2010.

Signature

Le liquidateur

Référence de publication: 2010060212/12.

(100059302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2010.

Laxis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 105.461.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Bertrange le 26 avril 2010 à 9 heures

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de Monsieur Gabriel JEAN, juriste, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, et des sociétés CRITERIA SARL et PROCEDIA SARL établies au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Il résulte également dudit procès-verbal que le mandat de commissaire aux comptes de la société MARBLEDEAL LTD, avec siège social au 41 Chalton Street, GB-LONDON NW1 1JD, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Il résulte dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Extrait sincère et conforme des décisions circulaires du conseil d'administration adoptées le 26 avril 2010 à 9 heures

Il résulte dudit procès-verbal que Monsieur Gabriel JEAN demeurant au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange (Luxembourg) a été nommé en tant que président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité d'administrateur-délégué et de président, Monsieur Gabriel JEAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

Il résulte dudit procès-verbal que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Gabriel JEAN, demeurant professionnellement au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, conformément à l'article 11 des statuts de la Société. En qualité d'administrateur-délégué, Monsieur Gabriel JEAN aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Bertrange, le 26 avril 2010.

Référence de publication: 2010060619/29.

(100060494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.

Stefan Altmeyer GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 6, ZAE Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 49.885.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 18 mars 2010.

Frank MOLITOR

Notaire

Référence de publication: 2010060238/12.

(100060137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2010.
